

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS AGRICOLES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 9 Mars 1910, à 3 heures.

PAR

LOUIS BARDON

President : M. HITIER, *professeur.*
Suffragants { MM. SOUCHON, *professeur.*
 TRUCHY, *professeur.*

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

41, RUE VICTOR-COUSIN, 41

1910





Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE
POUR
LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

FACULTÉ DE DROIT DE L'UNIVERSITÉ DE PARIS

DE LA CAPACITÉ COMMERCIALE
DES
SYNDICATS AGRICOLES

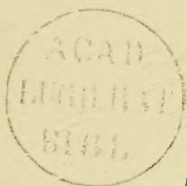
THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

Sera présenté et soutenu le Mercredi 9 Mars 1910, à 3 heures.

PAR

Louis BARDON



Président : M. HITIER, professeur.

Suffragants } MM. SOUCHON, professeur.
TRUCHY, professeur.

PARIS

ÉMILE LAROSE, LIBRAIRE-ÉDITEUR

11, RUE VICTOR-COUSIN, 11

1910

HOMMAGE

A LA MÉMOIRE DE MA GRAND'MÈRE

BIBLIOGRAPHIE

Ouvrages généraux

- BOISTEL. — Cours de droit commercial, 4^e éd.
BOURGUIN. — Les systèmes socialistes.
CH. GIDE et RIST. — Histoire des doctrines économiques.
PAUL LEROY-BEAULIEU. — Traité d'économie politique.
LYON-CAEN et RENAULT. — Traité de droit commercial, 3^e et 4^e éd.
PIC. — Traité élémentaire de législation industrielle.
PLANIOL. — Traité élémentaire de droit civil.
THALLER. — Traité élémentaire de droit commercial.

Ouvrages spéciaux

- ALPY et BOULOT. — Guide pratique des syndicats professionnels.
D'ARTOIS. — Les syndicats agricoles.
AYMARD. — Les syndicats agricoles, leur œuvre professionnelle, économique et sociale.
BARTHOUD. — L'action syndicale.
BORD (Georges). — Le mouvement syndical et coopératif agricole dans le Sud-Ouest.
BOULLAIRE. — Manuel des syndicats professionnels.
BOULLAY. — Code des syndicats professionnels.
CABOUAT. — Syndicats et coopératives.
A. COLLIEZ. — Les associations agricoles de production et de vente.
E. COULET. — Le mouvement syndical en agriculture.
GAILHARD-BANCEL (de). — Quinze années d'action syndicale.
GAIN. — Les syndicats professionnels agricoles.
GAIRAL. — Droits et devoirs des syndicats agricoles.
GIDE CH. — Conférences de propagande. La coopération.
GLOTIN. — Etude historique juridique et économique sur les syndicats professionnels.

Bardon

- H. LAGARDELLE. — L'évolution des syndicats ouvriers en France de l'interdiction à l'obligation. Thèse 1901.
- G. MARAIS. — Les syndicats professionnels et la jurisprudence.
- MARTIN-SAINT-LÉON. — Histoire des corporations de métiers.
- REBOUL. — Etude sur la crise agricole.
- DE ROCQUIGUY. — La coopération de production dans l'agriculture. Les syndicats agricoles et leur œuvre 1906. Les syndicats agricoles et le socialisme agraire.
- H. VALLEROUX. — Achats et ventes des syndicats agricoles.

Périodiques

- Almanach de la coopération française.
- Annales de droit commercial.
- Annales du Musée social.
- Annuaire des agriculteurs et des associations agricoles.
- Annuaire des syndicats professionnels.
- Bulletin de l'Office du travail.
- Bulletin de la Société d'études législatives.
- Bulletin de la Société de législation comparée.
- Bulletin de l'Union centrale des syndicats des agents de France.
- Bulletin de l'Union du Sud-Est.
- Correspondance du Comité permanent de la vente du blé.
- DALLOZ. — Jurisprudence général. Recueil périodique et critique.
- DALLOZ. — Répertoire de législation.
- Gazette des tribunaux.
- Gazette du Palais.
- Journal de jurisprudence commerciale et maritime.
- Journal officiel.
- Recueil des arrêts du Conseil d'Etat.
- Revue catholique des institutions et du droit.
- Revue critique de législation et de jurisprudence.
- Revue d'économie politique.
- Revue politique et parlementaire.

AVANT-PROPOS

La question de la *Capacité commerciale* des syndicats agricoles n'est qu'un des côtés de la question syndicale. Elle est une de ces questions pour lesquelles les faits demandent une solution pressante et qui doit se résoudre en considération des besoins révélés par la pratique. Mais on verra qu'à cette question même envisagée par nous, malgré son étroitesse voulue, s'appliquent aussi des principes théoriques, et, on retrouvera dans notre sujet même, l'écho des idées et des luttes qui se manifestent autour du syndicalisme pur.

On sait en effet, qu'il existe d'autres syndicats que les syndicats agricoles, autrement bruyants, autrement audacieux. Ne vont-ils pas jusqu'à vouloir transformer la société actuelle et ne se considèrent-ils point comme les fondateurs futurs d'un socialisme non centralisé ?

Entre leurs mains se trouveraient rassemblés tous les moyens de production et ce sont eux

qui opéreraient la répartition de tous les produits.

Le « syndicat-proprétaire » telle est en quelque sorte la nouvelle formule de revendication sociale. Cette formule qui menace de se substituer dans les préférences ouvrières à celles du collectivisme, faut-il lui donner ou lui refuser un commencement d'exécution, une part de réalité ?

Les syndicats autorisés par la loi du 21 mars 1884 avaient une capacité extrêmement étroite, limitée à ce qu'il leur est nécessaire de posséder strictement pour réaliser le but suffisamment précis qu'on leur donnait. Leur activité a en général dépassé ce but et leurs prétentions ont grandi.

Vis-à-vis d'eux, il est de nos jours une attitude faite de convictions purement théoriques particulières à certains hommes d'Etat, qui répètent à satiété et qui croient que la lutte syndicale déchaînée dans notre pays aura son terme quand, en accroissant la capacité des syndicats, on leur aura donné le goût de la propriété, l'instinct de l'épargne, et tous les sentiments conservateurs qui se cristallisent autour de la richesse. « Faites-moi riche et je cesserai d'être socialiste », tels sont les sentiments obscurs que l'on prête à nos syndicats.

Une telle formule peut être d'exacte psychologie individuelle, je ne sais ce qu'elle vaut quand il s'agit de ces êtres collectifs menés chez nous par des individualités audacieuses que la richesse des syndicats n'enrichira point.

Bref, il entre dans les sentiments des hommes d'Etat dont je parle, et qui sont de l'école de M. Waldeck-Rousseau, de donner aux syndicats en général une capacité civile et une capacité commerciale plus étendues et on affirme que les syndicats feront l'usage le plus réservé des biens qu'ils pourront acquérir.

Quoi qu'il en soit de ces opinions, ce que nous voulons tout d'abord faire remarquer, c'est la différence essentielle de méthode et du point de vue qui sépare la question traitée par nous de la question de capacité syndicale en général.

Ici, nous sommes dans une matière délaissée en 1884, et où des besoins précis, un développement inattendu, une direction de fait imposent le problème à nos méditations et demandent une solution.

Au lieu d'agir ou de penser en vertu de principes *a priori*, nous serons sur le terrain solide de la réalité et prenant les faits pour point de départ de nos convictions nous pourrons juger de la valeur des principes et faire notre choix parmi eux.

Cette méthode qui a présidé au choix même de notre sujet présidera à sa distribution.

Dans une introduction, nous verrons quel a été l'objet de la loi de 1884 en nous attachant à fixer avec précision l'étendue de la capacité conférée par elle aux syndicats agricoles.

La première partie sera consacrée à l'étude des faits, du développement improprement appelé « commercial » des syndicats agricoles. Nous verrons quels besoins se sont manifestés et quelle direction en a prise l'idée coopérative.

Dans la deuxième partie nous rechercherons dans quelle mesure le gouvernement, la jurisprudence et les lois postérieures ont favorisé ce développement par l'interprétation assez large qui a été donnée aux dispositions imprécises de la loi de 1884.

Dans la troisième partie enfin, nous étudierons les travaux législatifs relatifs à la capacité commerciale des syndicats, les projets qui ont été déposés et qui tendent, les uns à leur conférer cette capacité au nom de certains principes abstraits, les autres à remédier aux difficultés présentes provoquées par les hardiesses de quelques syndicats agricoles et qui n'ont d'autre but que d'interpréter dans un sens libéral la loi de 1884 en considération d'une situation de fait nettement déterminée.

INTRODUCTION

SOUS QUELLE INFLUENCE ONT PRIS NAISSANCE LES SYNDICATS AGRICOLES ? (1)

Les associations professionnelles de cultivateurs datent des dernières années du xix^e siècle. Sans doute, il existait antérieurement à cette

1. « La croissance et la multiplication des associations agricoles a écrit M. Bourguin est certainement l'un des événements les plus inattendus et les plus considérables du xix^e siècle. »

Au nombre de 5 le 1^{er} juillet 1884, on en comptait, en 1890, 648, réunissant 234.234 membres, dix ans plus tard le nombre atteignait le chiffre de 2.133 groupant plus de 500.000 membres. Enfin, d'après les statistiques les plus récentes publiées par l'Office du travail, il existait au 1^{er} janvier 1908, 4.423 syndicats comprenant près de 800.000 adhérents fédérés le plus grand nombre en 68 unions départementales ou régionales.

Encore que ces chiffres puissent être tenus pour inférieurs à la réalité, soit que tous les statuts déposés ne soient pas portés par les maires à la connaissance de l'administration supérieure soit qu'un certain nombre d'associations ne prennent pas le titre de syndicat agricole bien que se soumettant aux dispositions de la loi de 1884 et ne figurent pas, pour cette raison, dans les statistiques de l'Office du travail (Cf. *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1909).

époque et déjà de vieille date des sociétés d'agriculture. Mais celles-ci n'étaient formées le plus souvent que d'une minorité infime de propriétaires ruraux, bien plus, leur durée, du moins leur action, n'était que passagère.

Tantôt fondées en vue d'exécuter des travaux d'amélioration du sol, drainages, endiguements et autres, elles se dissolvaient une fois ces travaux accomplis, tantôt exerçant autour d'elles une sorte de patronage purement académique, elles visaient à propager dans les milieux agricoles les meilleures méthodes de culture et d'élevage à l'aide de publications périodiques, ou encore et plus généralement par l'organisation de concours et l'attribution de récompenses aux exposants les plus méritants.

Des causes économiques générales vinrent opérer, à la fin du siècle dernier, une transformation profonde dans l'industrie agricole et démontrer l'insuffisance des associations anciennes. L'intensité croissante de la production due au progrès du machinisme, l'extension du champ de la concurrence au monde entier par suite du développement des moyens de transport, avaient été favorables à la production des pays neufs et funestes à notre marché. Au rendement considérable des terres vierges d'Amérique, nous n'avions à opposer que les ressour-

ces relativement infimes de notre sol épuisé par de longues années de culture. La question se posait de savoir comment le cultivateur français pourrait se défendre et soutenir la concurrence des blés du nouveau continent qui, importés sur le marché français, étaient vendus à un prix sensiblement moins élevé que les blés indigènes. La crise était grave et pouvait avoir les conséquences les plus désastreuses. Les agriculteurs comprirent la nécessité de se grouper en vue d'organiser la lutte avec les producteurs étrangers.

« Pour sauver le profit menacé, il fallait faire de la culture rationnelle et intensive à base d'engrais, employer des machines, pratiquer la sélection des animaux et des plantes, perfectionner les procédés d'élaboration des produits, améliorer les conditions de vente ; dans ces circonstances, l'exploitant isolé ne se suffisait plus à lui-même, comme au temps de l'économie naturelle et de la culture routinière, l'association s'imposait pour les achats de matières et instruments, pour le traitement industriel des produits et l'organisation de la vente, comme pour le crédit et l'assurance. »

Une telle œuvre ne pouvait être entreprise par les sociétés agricoles déjà existantes. Elle dépassait leur champ d'action et réclamait une forme

d'association plus stable, large et puissante, capable de faire avantageusement ce que les cultivateurs isolés, abandonnés à leurs propres forces, étaient impuissants à réaliser.

La loi de 1884 vint fournir un moule auquel s'adaptèrent les nouvelles aspirations et les nouveaux besoins. Le but que ces groupements allaient poursuivre ne rentrait-il pas strictement dans la « défense des intérêts professionnels ? » N'était-ce pas la profession agricole elle-même, mise en péril par la concurrence des produits étrangers, dont il importait de sauvegarder l'existence, en groupant les intérêts et en solidarisant les efforts ? »

Il serait cependant téméraire de croire que le législateur de 1884 avait prévu le parti que les agriculteurs tireraient de la loi ; on sait par quel hasard le bénéfice de celle-ci leur fut étendu et comment en dernière lecture, sur l'intervention de M. Oudet, sénateur du Doubs, le mot agricole fut inséré dans l'article 3.

Nul ne soupçonnait, à ce moment-là, le rôle économique merveilleux que joueraient dans un avenir prochain les syndicats agricoles. M. Oudet lui-même ne considérait l'agriculture que dans ses rapports d'analogie avec l'industrie, aboutissant comme elle à la création de

deux classes d'individus, les uns propriétaires et patrons, les autres ouvriers salariés.

« Le projet, disait-il, n'a pas entendu limiter aux seuls patrons et ouvriers de l'industrie proprement dite, le bénéfice de la possibilité de former des syndicats et surtout en exclure l'agriculture qui, sous beaucoup de rapports, constitue une *industrie* ».

La même pensée était exprimée par le rapporteur : « la Commission accepte parfaitement les mots « et agricoles » qui sont relatifs aux *ouvriers* agricoles, car il n'est jamais entré dans ma pensée de les exclure du bénéfice de la loi ».

M. Oudet et l'honorable rapporteur assimilaient à tort aux ouvriers du commerce et de l'industrie les ouvriers agricoles. La situation des uns et des autres est loin d'être identique. Tandis que l'ouvrier qui n'a d'autres ressources que son salaire constitue en effet dans l'industrie et le commerce l'élément le plus important, dans l'agriculture au contraire, l'ouvrier est le plus souvent propriétaire et salarié à la fois. Aussi a-t-on pu dire avec raison, qu'entre le simple journalier agricole et le simple propriétaire, on trouve une série si complète et si bien graduée de positions mixtes qu'il devient impossible de fixer le point précis où la situation change et où les intérêts peuvent diverger.

« Le capital et le travail sont si intimement unis en agriculture que l'antagonisme devient impossible et que les efforts de tous tendent naturellement au même but (1) ».

Cela même explique pourquoi dès leur origine les syndicats agricoles ont orienté leurs efforts vers la coopération, en achetant en commun les produits utiles à l'agriculture.

Comme nous allons le voir, la loi de 1884 est muette sur ce point, mais on ne saurait en être surpris. On sait que la loi n'innovait rien et ne faisait que consacrer les institutions que la coutume et la tolérance administrative avaient propagées (2), or les syndicats d'industrie les seuls préexistant ne fournissaient en aucune manière l'exemple d'une pareille activité.

*Capacité accordée aux syndicats par
la loi de 1884*

Après avoir proclamé l'existence légale des syndicats professionnels et arrêté les formalités

1. Compte rendu du Congrès de Lyon, 1894. Rapport de M. E. Gréa.

2. Cf. *Journal officiel*, « Travaux préparatoires de la loi du 29 novembre 1880 », p. 41.677 et 2 juillet 1882, p. 706.

auxquelles ils sont soumis pour devenir conformes à la loi, la loi du 21 mars détermine dans son article 3 l'étendue de leur capacité.

« Les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles. »

Que faut-il entendre par ces mots « étude et défense des intérêts économiques ? »

En fait, on ne s'est attaché ni dans les divers rapports, ni dans les débats publics de la loi à fixer la signification de ces expressions que personne n'a jamais d'ailleurs contestées.

Mais des observations échangées sur l'ensemble de l'article, il résulte que le législateur a voulu avant tout s'opposer à toute immixtion de leur part dans les questions politiques ou religieuses et limiter leur action aux questions d'ordre professionnel.

Cela ressort nettement des débats que souleva tant au Sénat qu'à la Chambre la discussion de cet article.

Dans le texte voté par la Chambre des députés en 1881, ne figurait pas le mot « exclusivement » qui se trouvait cependant dans le texte primitif ; quand le projet vint en discussion devant le Sénat, M. Béranger demanda et obtint le rétablissement de ce mot, qui, disait-il, expri-

mait clairement et sans équivoque possible que la liberté qu'on allait accorder ne devait profiter qu'à la catégorie d'associations définies par l'article.

Ce qu'on ne voulait pas, c'est que cette liberté puisse profiter, en dehors des syndicats professionnels, aux sociétés ouvrières se donnant ouvertement un but politique et s'insurgeant contre l'ordre social.

La même crainte de protéger indirectement des associations politiques fut exprimée par M. Barthe dans la même séance (1).

« Si le mot « exclusivement » est supprimé, disait-il, les associations d'ouvriers et de patrons pourront sous une apparence de légalité constituer des associations politiques, or c'est ce que nous ne voulons pas. »

Cette discussion suffit à établir à quel point les auteurs de la loi de 1884 étaient soucieux de cantonner les syndicats professionnels dans l'étude et la discussion des questions qui intéressent la profession et de les empêcher de dégénérer en associations, politiques ou religieuses.

Il s'agit de savoir maintenant si les syndicats

1. *Journal officiel*, Sénat, Débats parlementaires, 1882, p. 751.

ont le droit à la condition de se soumettre à cette restriction, d'user de tous les moyens qui ne leur sont pas défendus pour pourvoir à la défense de leurs intérêts économiques.

On remarquera d'abord que ces moyens peuvent être de plusieurs sortes, soit que le syndicat se borne à exercer une action purement platonique, à émettre des vœux, à donner des conseils, à créer des courants d'opinions, à faciliter les ententes, soit qu'il joue un rôle plus pratique et intervienne matériellement, en faveur de ses membres, dans les diverses phases de la production et de la consommation, ainsi que l'ont fait les syndicats agricoles.

*
* *

Les syndicats agricoles peuvent-ils, par exemple, dans le but de servir les intérêts de leurs membres, se livrer légalement à des opérations commerciales ?

Sans nous arrêter à la question de savoir si un acte de commerce isolé peut être accompli valablement par un syndicat agricole, dès l'instant qu'il a pour but les intérêts économiques des syndiqués, nous dirons qu'une association syndicale ne saurait avoir pour objet unique

ou même principal une entreprise commerciale. La pensée du législateur, telle qu'elle résulte des commentaires donnés au cours de la discussion, a été de donner aux associations professionnelles un objet pécuniairement désintéressé.

Les syndicats professionnels ne sont pas des « sociétés de commerce, disait M. Waldeck-Rousseau, ce ne sont même pas du tout des sociétés, ce sont des associations ayant principalement pour objet d'étudier les questions qui peuvent intéresser le travail » (1).

« Nous avons fait une loi, disait encore le rapporteur Allain-Targé, pour les vrais syndicats ouvriers, pour le monde du travail, afin de le mettre à même de lutter contre le capital dans les conditions de liberté absolue et d'égalité que lui assure la réunion de ressources coalisées » (2).

Lutte du travail organisé contre le capital organisé, tel est bien en effet le but poursuivi et qui exclut toute idée de capacité commerciale.

1. *Journal officiel*, 20 juin 1883, Débats parlementaires de la Chambre.

2. *Journal officiel*, 16 mars 1881, Documents parlementaires de la Chambre.

*
* *

Si aux termes et dans l'esprit de la loi, les syndicats ne sont pas aptes à faire des opérations commerciales, ont-ils du moins le droit de se livrer à des opérations purement civiles, n'ayant aucun but lucratif et étrangères à toute pensée politique ou religieuse. En particulier peuvent-ils faire des actes de coopération, sans sortir de la légalité ?

Constatons d'abord que la validité des actes coopératifs n'a pas, non plus que la précédente, retenu l'attention des auteurs de la loi, qui croyant d'ailleurs légiférer pour l'industrie, n'ont pu prévoir le développement que la création des syndicats agricoles donnerait aux achats en commun des matières premières.

Mais, du fait que la loi ne permet pas d'une façon explicite la pratique de la coopération, doit-on en conclure que celle-ci est prohibée, si l'on considère que cette manière d'agir des syndicats est très profitable à ceux qui en usent et sert utilement les intérêts de la profession ?

Si la loi de 1884 a limité l'objet du syndicat à un but professionnel rien ne permet de dire qu'elle ait voulu limiter aussi les actes qui peuvent concourir à cet objet. Or, l'organisation des

offices d'achat et de vente des produits nécessaires à l'exercice même de la profession ou à la vie matérielle du cultivateur n'est-elle pas un moyen de concourir à la défense des intérêts économiques de la profession ?

Procurer à l'agriculteur par le groupement des commandes une diminution du prix des marchandises qui lui sont nécessaires, n'est-ce pas au premier chef et très directement défendre les intérêts économiques de la profession agricole ?

Que si on objectait que la pratique de la coopération est régie par la loi du 24 juillet 1867 et exige la constitution d'une société à capital variable, on pourrait répondre que la loi de 1867 n'a pas voulu organiser pour les sociétés coopératives un régime déterminé. Elle s'est bornée à édicter à leur égard un certain nombre de règles de faveur destinées à lever les entraves qui dans le droit commun des sociétés mettaient obstacle à leur établissement et à leur développement, mais en dehors des cas d'application de ces règles spéciales, les sociétés coopératives sont régies par le droit commun en matière de sociétés (1).

1. Voir en ce sens, M. Thaller, *Union coopérative*, n° du 1^{er} décembre 1903 ; M. Henri Hagem, *Amanach de la Coopé-*

Ainsi les groupements qui se proposent de faire acte de coopération ont le choix entre toutes les sociétés de droit commun. Ils pourront recourir à la forme civile ou commerciale, suivant que l'objet sera civil ou commercial.

Or, acheter à plusieurs une marchandise pour se la répartir ensuite n'a jamais été réputé « acte de commerce », car le caractère essentiel d'un acte de commerce est d'être fait pour procurer un bénéfice à son auteur, ici on ne poursuit pas un bénéfice, on réalise une économie, en obtenant les prix du gros au lieu des prix du détail.

Un groupe d'associés qui se propose un tel but pourra donc recourir à la forme civile. Il pouvait le faire déjà avant la loi de 1884 sous le nom de comice agricole, de société d'agriculture, d'association syndicale.

C'est ainsi qu'un arrêt de la Cour de Paris (1) en date du 13 juillet 1875, reconnaissait à un Comice agricole le droit d'acheter des bestiaux pour les revendre à ses adhérents, attendu, porte l'arrêt, « que cette double opération d'achat et de revente à laquelle était étrangère toute pen-

ration française, 1901 ; voir aussi M. Voron, *Revue catholique des institutions et du droit*, 1895, t. I.

1. Dalloz, *Recueil périod.*, 1876. 2. 190 ; voir aussi *Recueil périod.*, 1869. 1. 455.

sée de lucre et de spéculation n'a eu d'autre but que de favoriser et d'encourager les progrès de l'agriculture conformément au principe même de l'institution; qu'elle ne comporte dès lors, aucun caractère commercial, etc... »

Les « associations syndicales » présentent la même particularité. La loi du 2 août 1879 prévoit dans son article 4, l'organisation d'associations syndicales en vue de la destruction du phylloxéra. Or on sait quelle est l'application la plus fréquente que reçoit cette loi. Un certain nombre de propriétaires appartenant à la même commune, se réunissent forment ce que la loi appelle une association syndicale temporaire, et font en commun des achats de sulfure de carbone qu'ils se répartissent ensuite. Les associations syndicales de 1879 ne se confondent pas avec les syndicats de 1884, cependant les points communs abondent; dans les deux cas il y a association et association en vue de la défense générale d'intérêts agricoles.

Il serait étrange de penser que la loi de 1884 ait eu pour effet de diminuer aux dépens des syndicats professionnels la liberté dont bénéficiaient les comices et associations syndicales, en interdisant à un groupement sous le nom de syndicat de faire de la coopération.

PREMIÈRE PARTIE

ROLE ÉCONOMIQUE ET SOCIAL DES SYNDICATS AGRICOLES

CHAPITRE PREMIER

PREMIERS SERVICES RENDUS PAR LES SYNDICATS AGRICOLES

A. — ACHATS D'ENGRAIS

Les opérations par lesquelles les syndicats se sont d'abord rendus utiles sont les achats d'engrais. On était à l'époque où la nécessité des engrais chimiques venait de se faire admettre universellement. La nécessité d'obtenir de plus gros rendements, afin de produire à meilleur marché, obligeait les cultivateurs à transfor-

mer leurs méthodes de cultures et à adopter des moyens de production plus scientifiques, plus spécialement l'emploi des sels minéraux. Malheureusement, ceux d'entre eux qui entrèrent les premiers dans cette voie se heurtèrent dans la pratique à des difficultés sérieuses. Les commerçants d'engrais abusaient comme à plaisir de leur ignorance pour leur vendre à des prix très élevés des substances fraudées.

Nous nous permettrons de raconter à ce propos une anecdote des plus suggestives :

Un marchand d'engrais ayant vendu à un certain nombre de cultivateurs du superphosphate, leur livra, au lieu de cet engrais, un résidu de la fabrication du gaz qui, au lieu de favoriser la végétation, brûlait les plantes. Ce fut pour les 100 ou 120 cultivateurs qui avaient ensemencé leurs terres avec ce produit un vrai désastre. Sur les plaintes de plusieurs municipalités, le parquet s'émut et traduisit le négociant en police correctionnelle. « Ce procès, a écrit M. Tauviray, fut pour les cultivateurs la goutte d'eau qui fait déborder le vase, le remède fut l'association » (1).

C'est à M. Tauviray, alors professeur d'agriculture à Blois, que revient le mérite d'avoir

1. Musée social, *Annales*, février 1901.

fondé le premier syndicat professionnel agricole sous le nom de « Syndicat des agriculteurs de Loir-et-Cher ». Son but était, disent les statuts, d'acheter en gros les matières premières utiles à l'agriculture et spécialement les engrais chimiques. Subsidiairement, il devait s'efforcer d'éclairer les cultivateurs sur le choix des matières fertilisantes convenables, suivant la nature du sol et les exigences diverses des cultures.

L'entreprise réussit au delà de toute espérance. Dès la première année 1884, le tonnage des marchandises livrées aux syndiqués s'élevait à 344.200 kilos (1). Cinq ans plus tard il dépassait 5.000.000 de kilos.

Les premiers succès obtenus entraînèrent la création immédiate d'associations semblables dans les départements du Loiret, de la Drôme, du Jura. Toutes ont les mêmes préoccupations et poursuivent le même but : procurer à leurs membres, à des prix modérés, des produits de qualité garantie, qui leur permettent de tirer de leur exploitation un rendement plus avantageux.

Par le groupement des commandes, il leur était facile de provoquer une concurrence entre

1. *Bulletin du syndicat*, Compte rendu de 1909, p. 17.

les négociants, soucieux d'attirer à eux une clientèle si précieuse, et d'obtenir les prix les plus réduits, ceux du commerce du gros.

Ils offraient en même temps aux syndiqués l'avantage inappréciable d'un contrôle sérieux par la création de laboratoires permettant de soumettre à des analyses les marchandises livrées et d'en déterminer le dosage.

En procurant les engrais à des conditions très avantageuses tant au point de vue de la qualité qu'à celui du prix d'achat, les syndicats agricoles en ont répandu l'emploi dans une large mesure. Il en est résulté une élévation constante du rendement en céréales à l'hectare avec une surface d'ensemencement sensiblement plus restreinte ; nous avons produit sensiblement plus en 1903-1906 qu'en 1893-1896. La valeur de la récolte supplémentaire de blé ainsi obtenue grâce à la diffusion des engrais industriels, vient d'être estimée à plus de 160.000.000 par an (1).

On a cité un exemple encore plus typique, bien que circonscrit ; le département de la Creuse, en doublant sa consommation d'engrais de 1888 à 1906, est arrivé à produire quatre

1. *Revue politique et parlementaire*, avril 1909 ; Richard Bloch, *Le commerce des engrais et la diversité dans les tarifs de transports*.

fois plus de céréales (38.000 tonnes au lieu de 9.600 tonnes) et presque neuf fois plus de pommes de terre (35.000 tonnes contre 4.000) (1).

L'achat des engrais commerciaux a donc été la première opération traitée par les syndicats agricoles ; elle est encore de nos jours une de leurs plus importantes fonctions. Pour s'en rendre compte, il suffira de citer quelques chiffres :

Le Syndicat des agriculteurs de la Vienne a acheté en 1907 pour 1.420.000 francs de produits divers, parmi lesquels 15.000.000 de kilos d'engrais figurent pour 1.300.000 francs (2).

Le Syndicat des agriculteurs de la Sarthe, sur un total d'achats de 1.230.000 francs la même année, a traité pour une somme de 1.110.700 fr. d'engrais. Le Syndicat des agriculteurs de l'Indre en achète annuellement pour 800.000 francs ; le Syndicat des agriculteurs des Basses-Pyrénées en livre tous les ans à ses adhérents près de 4.000.0000 de kilos, et le Syndicat de la Haute-Garonne 3.000.000 environ.

1. Cf. page précédente.

2. Ces chiffres comme la plupart de ceux que nous citerons dans cette première partie sont empruntés à l'*Annuaire des syndicats agricoles*, de M. Silvestre.

B. — AUTRES ACHATS

Les achats d'engrais ayant pleinement réussi, l'idée vint naturellement d'acheter en commun les autres produits nécessaires à l'agriculture. C'est ainsi que les syndicats entreprirent de fournir à leurs adhérents les semences et produits alimentaires pour le bétail, les produits anticryptogamiques et les instruments de culture, tandis que dans les pays de vignobles les syndicats achetaient en commun les sucres pour vendanges et les plants américains pour la reconstitution des vignobles, etc.

Dans cette branche de l'exploitation agricole, leur activité a trouvé à s'exercer avec un plein succès.

En 1907, le Syndicat de la Sarthe a acheté des tourteaux et fourrages pour une somme de 108.565 francs. Le Syndicat agricole vauchusien a cédé à ses membres, cette année-là, 150.000 francs de produits anticryptogamiques, 20.000 francs de semences, 85.000 francs de denrées alimentaires pour le bétail.

Le Syndicat des agriculteurs des Basses-Pyrénées se rend, tous les ans, acquéreur d'environ 100.000 kilos de produits anticryptogami-

ques, 1.300 kilos de semences, 17.000 kilos de fourrages, 1.850 kilos de sucre cristallisé. Citons encore le Syndicat de la Haute-Garonne qui achète en moyenne tous les ans 900.000 kilos de produits anticryptogamiques et 120.000 kilos de tourteaux et farines.

*
* *

Mais il ne suffit pas d'obtenir des matières premières de qualité garantie et avec moins de frais ; le travail de l'homme s'exerçant à l'aide des animaux et des machines est dans la production agricole un facteur non moins important que l'engrais et la semence.

Par des moyens divers, les syndicats sont parvenus à rendre ce travail plus efficace et moins onéreux. Ils ont d'abord cherché à obtenir des constructeurs de machines agricoles des prix réduits en faveur de leurs membres, mais là ne s'est pas bornée leur action.

Les machines agricoles perfectionnées, nécessaires à une bonne culture, étaient vendues à un prix trop élevé pour que les petits cultivateurs puissent prétendre en faire usage. Les syndicats n'ont pas hésité à se rendre acquéreurs pour leur compte de ces instruments

merveilleusement puissants, afin d'en permettre l'usage à leurs adhérents.

Les machines ainsi acquises demeurent la propriété collective des associés qui en font successivement usage, suivant leurs besoins, et généralement moyennant une faible redevance.

Par ce moyen, bon nombre de syndicats agricoles sont arrivés à se rendre propriétaires d'un outillage agricole complet comprenant des faucheuses, des moissonneuses, des trieurs à grains, des alambics, des charrues défonceuses, etc. Nous signalerons à titre d'exemple le Syndicat des agriculteurs du Doubs, qui a acheté en 1907, 70.000 francs d'instruments agricoles sur un total d'achats de 160.800 francs.

C. — LES SYNDICATS-BAZARS

Après avoir borné leurs opérations à l'achat de matières d'utilité professionnelle certains syndicats, très rares il est vrai, n'ont pas hésité à étendre leurs achats à des marchandises qui n'avaient plus aucun rapport avec l'agriculture et à procurer à leurs membres des produits de consommation journalière, tels que articles d'épicerie, vêtements, ustensiles de ménage, etc., ce

qui leur a valu d'être surnommés : syndicats-épiciers ou encore syndicats-bazars.

Ce sont ordinairement les plus petits syndicats, les syndicats communaux constitués entre tout petits cultivateurs, aux prises avec les difficultés quotidiennes de la vie qui ont été les plus enclins à fournir à leurs adhérents, en plus des articles de leur profession, ce qui est indispensable à leur existence.

C'est en réalité ce que font sur une échelle plus ou moins grande :

1° Le Syndicat agricole et horticole de Cabbé-Roquebrune (Alpes-Maritimes) dont le montant annuel des achats de denrées alimentaires, mercerie et quincaillerie s'élève à 45.000 francs.

2° Le Syndicat des agriculteurs des Landes qui a acheté en 1907, 5.623 francs d'articles de ménage.

3° Le Syndicat agricole de Chaumont-sur-Aire, fondé spécialement en vue de fournir aux syndiqués des denrées alimentaires et qui pour ce motif vient d'être l'objet de poursuites judiciaires.

Le syndicat achetait annuellement pour 40.000 francs d'articles d'alimentation, 50.000 francs de vins, tandis qu'il ne livrait à ses membres que 9.000 francs d'engrais.

M. Mazelin, l'un de ses fondateurs exposait

en ces termes à quel sentiment il avait obéi en créant une telle organisation (1) :

« Au premier abord, il semble un peu choquant de s'occuper de ces articles de consommation. Si on se place au même point de vue, je crois que le métier de marchand d'engrais que tous les syndicats exercent avec tant de bravoure et que nous aussi nous exerçons consciemment n'est pas des plus nobles non plus. Pourquoi laisser rançonner nos braves gens par des nuées d'intermédiaires qui ne travaillaient pas à moins de 30 pour 100, qui par exemple vendaient 0 fr. 45 le sel dénaturé que nous cédon's à 0 fr. 15 et vendaient 1 franc le tapioca qu'on se procure chez nous à 0 fr. 45. »

Un autre exemple de syndicat-épici'er nous est révélé par le rapport du contrôleur des finances qui fut chargé de l'enquête provoquée en 1897 par les réclamations de quelques commerçants (2).

1. Rapport au syndicat de Champagne, juin 1901, sur le Syndicat de Chaumont-sur-Aire par M. l'abbé Mazelin.

2. Une lettre de M. le garde des Sceaux en date du 23 avril 1898 signalait l'existence d'une syndicat analogue à Pymarol (Lot-et-Garonne) lequel possédait quatre magasins dans le canton, trois d'entre eux ne renfermant que des marchandises que l'on trouve chez tous les épici'ers, le quatrième contenant en outre des engrais chimiques, des outils et des vins. Cf. Dalloz, P. 98. 1. 468.

Il s'agit du Syndicat de la Motte-du-Caire (arrondissement de Sisteron). Ce syndicat, dit le rapporteur occupait deux magasins assez vastes ; dans l'un étaient entreposés un certain nombre de sacs d'engrais, de graines ou de légumes secs, l'autre présentait « l'aspect ordinaire d'un magasin d'épicerie ». A travers la vitrine, on apercevait divers objets destinés à attirer le client ; sur la vitrine même de la porte était collé un papier portant en gros caractère le prix de diverses denrées comme bougies, savons, huiles (1).

Nous déterminerons par la suite la nature juridique de ces syndicats à tendance spéciale et le caractère plus ou moins légal des opérations qu'ils accomplissent. Pour le moment nous nous bornerons à constater que ces groupements sont en nombre extrêmement restreint. M. Ruau lui-même le reconnaissait récemment encore en ces termes :

« Il est incontestable que se sont les excès mêmes et les abus de quelques syndicats, constituant d'ailleurs une infime minorité, qui ont motivé certaines décisions récentes de justice,

1. *Journal officiel*, Débats parlementaires de la Chambre, 19 décembre 1897.

dont le monde agricole s'est non sans raison, très vivement ému » (1).

D. — ORGANISATION DES ACHATS

Deux périodes doivent être distinguées, d'abord la période de début, faite d'hésitation et de tâtonnements pendant laquelle les syndicats bornent leur rôle à obtenir des fournisseurs d'engrais et autres produits des prix spéciaux en faveur des syndiqués-acheteurs et se désintéressent ensuite de l'exécution même du marché, de la facture et partant du paiement que les vendeurs recouvraient à leurs risques et périls. Cette période au surplus ne fut pas de longue durée, et les syndicats ne tardèrent pas à intervenir plus activement dans l'organisation des achats collectifs. Actuellement, le procédé ancien n'est plus guère employé. Le plus grand nombre des syndicats pratiquent les achats sous l'une des deux formes suivantes :

1° Ou bien ils sollicitent en temps opportun, les ordres de leurs membres et une fois les

1. Exposé des motifs du projet de loi déposé le 19 juin 1908, *Journal officiel*, Documents parlementaires de la Chambre, p. 590.

ordres reçus, groupent les commandes qu'ils adressent à un négociant en leur propre nom, se chargeant ensuite de prendre livraison des marchandises, d'en vérifier la qualité et d'en opérer la répartition entre les acheteurs dans leurs magasins ou dépôts.

2° Ou bien, en face des difficultés qu'il y a à connaître d'avance les besoins des cultivateurs, ils traitent pour des quantités approximatives en prenant pour bases les quantités achetées l'année précédente. Ce dernier mode a l'avantage de permettre au syndicat de conclure le marché au moment qui lui paraît le plus favorable.

Quoi qu'il en soit, qu'ils achètent en exécution d'ordres fermes, ou en prévision de ces mêmes ordres, ils majorent habituellement le prix d'achat de 2 à 5 pour 100, ce prélèvement étant destiné exclusivement à couvrir les frais généraux du syndicat.

En sorte que les trop-perçus, s'il y en a, sont restitués aux syndiqués sous formes de ristournes, en proportion de l'importance de leurs achats.

Ainsi, les profits ne servent pas à rémunérer le capital comme cela arrive dans les sociétés commerciales, mais constituent pour chaque membre une rétribution proportionnelle à son

assiduité à s'approvisionner par l'intermédiaire du syndicat.

Enfin, un petit nombre de syndicats sont constitués en fait comme de véritables coopératives possédant des boutiques constamment pourvues de marchandises, dans lesquelles leurs membres peuvent à tout moment venir s'approvisionner, c'est le fait des syndicats épiciers.

*
• •

D'après ce qui précède, nous voyons que les syndicats agricoles sont amenés, à raison même de leurs fonctions à conclure fréquemment des marchés. Ces marchés sont de deux sortes : les syndicats traitent tantôt de gré à gré, directement avec un fournisseur de leur choix, tantôt par voie d'adjudication au rabais et donnent dans ce cas leur préférence au fournisseur qui leur fait les offres les plus avantageuses.

Mais il est évident que seuls, les grands syndicats, ceux de département ou d'arrondissement peuvent faire la publicité qu'exige une adjudication de fournitures, et surtout provoquer les soumissions par l'importance des livraisons demandées. Les Syndicats des agriculteurs

de la Sarthe et du Loir-et-Cher sont parmi ceux qui l'ont pratiquée avec le plus de succès.

Les petits syndicats n'ayant pas les mêmes ressources, ni les mêmes moyens d'actions opèrent autrement et traitent de préférence avec leur fournisseur de gré à gré.

Quant à la garantie que le syndicat offre aux négociants, elle est variable. Tantôt les syndiqués sont tous responsables, les uns des autres, comme dans le Syndicat de Die, mais c'est la grande exception ; tantôt cette responsabilité est limitée à un certain chiffre ou au montant de deux ou trois cotisations, système emprunté à certaines sociétés mutuelles contre l'incendie, tantôt enfin, et c'est la très grande majorité des cas, les adhérents ne sont engagés que pour le montant de leur cotisation annuelle et dès lors la garantie offerte aux vendeurs ne dépasse pas la valeur de l'avoir du syndicat augmenté du recouvrement de la cotisation courante, déduction faite des charges (1).

1. Cf. Rapport de M. Duport au Congrès de 1900.

CHÂPITRE II

VENTE COLLECTIVE DES PRODUITS AGRICOLES

A. — QUELQUES APPLICATIONS

Les avantages que les cultivateurs avaient trouvés dans l'achat collectif de produits divers, en s'affranchissant de tout intermédiaire, ne tardèrent pas à leur suggérer l'idée de tirer le même parti de leur organisation pour la vente des produits agricoles.

Les syndicats de vente pouvaient rendre de très utiles services, et d'abord remédier à la mévente de certains produits, en recherchant des débouchés nouveaux ou encore amener la hausse des cours par la répression de toute fraude de la part de leurs adhérents, la poursuite de la contrefaçon de la part des tiers, et enfin par la création de marques syndicales.

Bon nombre de syndicats se sont préoccupés

de défendre sur ce terrain, les intérêts de leurs membres, il reste néanmoins beaucoup à faire. Si dans ce domaine nouveau ouvert à l'activité des syndicats, les résultats n'ont pas été aussi sensibles que dans l'organisation des achats en commun, la cause en est dans les obstacles sérieux qu'ont rencontrés les syndicats dans leurs premiers essais.

La principale difficulté consiste dans l'organisation d'un service de livraisons régulières. Non pas que les acheteurs soient en trop petit nombre, mais les syndiqués fournisseurs ne voulant pas renoncer à vendre leurs produits directement, s'ils trouvent à le faire à des conditions avantageuses, le syndicat arrive à grand'peine à grouper à jour fixe, les produits pour lesquels il a trouvé acquéreur.

D'autre part, l'obligation de livrer des produits homogènes implique la nécessité de procéder avant la livraison à un choix et à une vérification d'autant plus minutieuse, que les paysans ne se font pas faute d'écouler par le syndicat, avec les produits de bonne qualité, ceux de qualité inférieure qu'ils n'ont pas pu vendre ailleurs.

Quelques syndicats cependant sont parvenus à triompher de ces obstacles et à organiser un service de vente parfois très prospère, notam-

ment pour certains produits, tels que fruits, légumes, beurres et fromages, vins et huiles, qui se prêtent plus particulièrement à ces tentatives.

Plusieurs syndicats de Bretagne et de Normandie ont organisé avec un remarquable succès l'expédition des beurres et fromages. Des dépôts ont été organisés dans les grandes villes, et un service régulier d'expéditions en colis postaux vient les alimenter. Le Syndicat de Bayeux a aménagé à cet effet un wagon spécial pour le transport aux Halles de Paris, dans de bonnes conditions, des beurres provenant de ses adhérents.

Le Syndicat de la Charente-Inférieure a organisé pareillement un service de transport de La Rochelle à Londres pour la vente des pommes de terre sur la place de Londres.

Le Syndicat agricole départemental d'Ille-et-Vilaine est de même vendeur de produits divers : céréales, sarrazin, beurres, pommes à cidre, cidre.

Le Syndicat des cultivateurs herboristes de Milly (Seine-et-Oise), expédie annuellement pour 120.000 francs (200.000 kgs) de plantes sèches médicinales en Angleterre, en Amérique, en Russie, en Italie.

En 1907 le Syndicat de Cabbé-Roquebrune a

vendu pour le compte de ses membres les produits suivants : citrons (25.000 fr.), mandarines (1.000 fr.), oranges (500 fr.), raisins de table (500 fr.), huiles d'olive (1.000 fr.), fruits divers (500 fr.).

Dans les pays de vignobles, de grands services sont rendus aux viticulteurs pour l'expédition de raisins frais, par le groupement des demandes des syndicats consommateurs; les syndicats de pays producteurs groupent ensuite les offres et facilitent l'expédition collective.

Des dépôts de vins ont même été créés, où le consommateur a la faculté de déguster différentes qualités pour faire son choix; le syndicat reçoit alors les commandes comme le ferait un marchand ordinaire ou plutôt un propriétaire. Des dépôts de ce genre existent à Alais, Auch, Mirecourt, etc... Nous citerons encore comme exemple : le Syndicat de Thouargé et des vignobles du Lagon (Maine-et-Loire), dont le montant annuel des ventes s'élève à 30.000 francs.

*
* *

Il est un autre genre d'opérations qui a ouvert à quelques syndicats un débouché particulièrement avantageux. Nous voulons parler de l'approvisionnement de l'armée et des établissements publics.

Le Syndicat de l'Indre a été le premier à soumissionner pour les marchés du Ministère de la Guerre et s'est rendu adjudicataire dès 1887, de la fourniture de 500 quintaux de blé pour la place de Châteauroux (1). Deux ans plus tard, le Syndicat agricole de Meaux se rendait adjudicataire d'une fourniture de 5.700 quintaux de paille au 8^e régiment de dragons.

Ces fournitures se firent à la satisfaction des deux parties. Néanmoins, par un arrêt du 11 février 1820, le Conseil d'Etat a dénié aux syndicats le droit de participer aux adjudications publiques.

Nous verrons ultérieurement qu'on est à peu près d'accord aujourd'hui pour vouloir rendre aux syndicats le droit qui leur appartient.



Certains syndicats ont fait mieux et pour faciliter la vente des produits et en rendre le placement plus avantageux ont entrepris de les soumettre à certaines préparations industrielles.

Les syndicats de cet ordre se rencontrent notamment en Provence pour la fabrication de l'huile et la mise en conserve des fruits.

1. Cf. *Associations agricoles*, par A. Colliez.

Dans le département des Bouches-du-Rhône, plusieurs syndicats se livrent à ces pratiques de la façon la plus heureuse.

Le Syndicat agricole de Coudoux vend annuellement pour 28.000 francs d'huile d'olive. Ceux de Roquevaire et de Lascours font chacun un chiffre d'affaires annuel qui porte sur 20.000 kilos de câpres environ et 120.000 à 150.000 kilos de pulpes d'abricots.

B. — MODES DE VENTE

Les procédés employés dans l'organisation de la vente des produits sont divers :

1° Parfois, les syndicats servent seulement d'intermédiaires à leurs adhérents pour trouver des débouchés nouveaux, ils se bornent alors à mettre les producteurs en rapport avec les commissionnaires, à grouper les produits des syndiqués et à les faire parvenir sur les lieux du marché. Telle est la mission que remplit d'une manière remarquable, pour les fraises le Syndicat du Comtat, pour les légumes et primeurs le Syndicat des producteurs d'Hyères, pour la fleur d'oranger le Syndicat de Vallauris, pour les fruits, poires et pommes, le Syndicat de Gaillon (Eure).

L'organisation de ce dernier constitue, peut-on dire, un genre-type. Voici comment il opère :

Les syndiqués, chacun pour son compte, apportent en gare leurs paniers de fruits, marqués à leur nom, et l'expédition est faite au nom du secrétaire-adjoint; la vente effectuée, le commissionnaire envoie une dépêche indiquant le prix moyen de la vente. Deux jours après, il envoie un bordereau sur lequel est inscrit le relevé de chaque compte, ainsi qu'un chèque, contenant le montant de la vente, qui est généralement expédié à l'ordre du syndicat. Le secrétaire paie chacun des syndiqués au prorata des marchandises vendues, déduction faite d'une commission maxima de 6 0/0, calculée sur le prix brut des fruits. Cette commission sert à payer les frais de transport et l'amortissement du matériel.

Ce système a l'avantage, chacun recevant le produit de sa vente, de ne pas occasionner de difficultés entre la direction de l'association et les membres, au sujet de l'estimation des produits;

2° Tantôt, les syndicats vendent eux-mêmes les produits de leurs membres mis en commun, après leur avoir fait subir une transformation industrielle, et, après s'être indemnisés de leurs frais, partagent les profits entre les syndiqués en

proportion des produits qu'ils ont apportés au syndicat. C'est le fait du Syndicat de Cuges pour les câpres ; de Roquevaire pour les conserves d'abricots ; d'Istos et de Lascours pour l'huile d'olive.

Le syndicat de Coudoux mérite une mention toute spéciale, à raison de son fonctionnement vraiment typique.

A l'époque de la récolte des olives, au mois de novembre, les adhérents portent tous les soirs leurs olives au moulin syndical, où elles sont mesurées et mises en commun, puis l'huile est faite avec soin par les agriculteurs eux-mêmes et vendue facilement au cours du jour par le syndicat, soit à des négociants, soit à des consommateurs qui sont sûrs de la bonne qualité de l'huile. A la fin de la campagne et après la vente de toute l'huile, il est établi un prix de revient au double-décalitre d'olives et les syndiqués sont réglés au prorata de la quantité livrée ;

3° Un certain nombre de syndicats ont créé à côté d'eux une coopérative de production qui achète pour son compte les produits des syndiqués et les fait participer en outre des prix d'achats aux bénéfices de l'association.

Généralement, le gérant opère sous le contrôle d'une commission de surveillance choisie

parmi les membres du syndicat. Les achats sont faits au comptant, au fur et à mesure des besoins. Tous les trois mois ou tous les six mois, on procède au règlement des opérations et les bénéfices réalisés servent à la fois à rémunérer le capital, à accroître le fonds d'amortissement et à indemniser les syndiqués, suivant l'importance des produits qu'ils ont fournis à la coopérative.

Ainsi procède le Syndicat professionnel mixte des jardiniers de Nantes, plus connu sous le nom de « Corporation de Saint-Fiacre. »

4° Au lieu de s'annexer une coopérative, certains syndicats ont préféré s'adjoindre comme intermédiaire pour la vente, un courtier patenté. C'est ce qu'a réalisé entre autres et d'une manière remarquable l'Union du Sud-Est.

Le courtier agréé par elle, se charge d'opérer les achats et ventes pour le compte des syndicats unis. Il n'opère jamais pour son compte ; son rôle est celui d'intermédiaire entre les acheteurs et les fournisseurs.

Les syndicats sont libres de s'adresser au courtier ou non, mais seuls, les syndicats de l'Union peuvent avoir recours à ses bons offices. Quant au traitement du courtier, il est constitué par les courtages qui lui sont alloués.

Pour plus de commodités, un grand nombre

des syndicats de l'Union ont désigné un courtier spécial, habitant la circonscription, lequel est chargé de visiter les agriculteurs syndiqués, d'apprécier leurs produits et de les grouper pour les expéditions, ces différents courtiers restant toujours en rapport direct avec le courtier central (1).

5° Enfin parmi les syndicats qui s'occupent de la vente des produits, il en est quelques-uns dont les statuts se rapprochent beaucoup de la forme de la coopérative pure, c'est-à-dire des sociétés ayant un capital fourni par leurs membres et qui achètent les produits des syndiqués pour les revendre à leur gré, sauf à répartir en fin de campagne, après le prélèvement des frais et au prorata des apports de chaque adhérent, les bénéfices réalisés.

Le Syndicat de Romorantin et celui des primeuristes d'Oran sont ceux qui s'en sont le plus rapprochés. Le premier achète ferme à ses adhérents les légumes (haricots, asperges, etc.) au prix moyen du marché et les revend pour son compte, par l'intermédiaire de deux agents spéciaux, sur le marché de Paris.

Les ventes d'asperges et de haricots verts ainsi pratiquées se sont élevées jusqu'à 25.000

1. Cf. *L'Union du Sud-Est*, par C. Silvestre, p. 217.

francs dans la même année, les expéditions quotidiennes atteignant 1.800 à 2.000 kilos pendant la saison (1).

Les mêmes procédés sont suivis par le Syndicat des primeuristes d'Oran. Celui-ci reçoit les marchandises brutes et se charge de l'emballage, de l'expédition des marchandises, du recouvrement des fonds ; il prend en outre à sa charge ; tous les risques et périls de l'expédition. Le Syndicat des primeuristes d'Oran arrive ainsi à vendre annuellement pour 300.000 francs de primeurs, soit sur les marchés indigènes, soit à l'étranger.

*
* *

C'est par ces services qui s'étendent des premières phases de la production jusqu'à la réalisation des produits, que les syndicats ont d'abord amélioré les conditions d'exercice de l'industrie agricole. « Mais, comme on l'a dit (1), l'intérêt professionnel ne se limite pas lui-même à la satisfaction des besoins de la culture, il com-

1. Congrès de 1900. Rapport de M. de Rocquigny, p. 22. Voir aussi son ouvrage remarquable : « Les Syndicats agricoles et leur œuvre » dont nous sommes fréquemment inspirés au cours de cette première partie.

prend encore l'organisation des œuvres de prévoyance, de mutualité, d'enseignement par lesquelles se relève et s'améliore la condition des habitants des campagnes. »

Nous allons voir que les succès obtenus dans la pratique de la coopération devaient naturellement les conduire à étendre les procédés coopératifs à ces autres phases de l'exploitation agricole.

CHAPITRE III

ROLE SOCIAL DES SYNDICATS AGRICOLES

Ce n'est point ici le lieu de se livrer à un exposé scientifique de la doctrine sociale des syndicats agricoles, mais il est indispensable, à notre avis, d'en établir la réalité vivante au moins dans ses grandes lignes. C'est à l'aide de ces notions d'expérience qu'il nous sera possible de critiquer par la suite, en parfaite connaissance de cause, l'opinion de ceux, qui, ne voyant dans le syndicat que la « boutique » si j'ose dire, tendent en leur accordant une capacité trop grande, à détruire l'esprit syndical au profit de l'esprit coopératif et risquent de compromettre une œuvre sociale dont l'étude des faits va nous révéler la portée bienfaisante.

*
* *

Les services matériels, d'ordre technique en

quelque sorte, étaient nécessairement les premiers que les syndicats agricoles devaient rendre à leurs membres. Quiconque vit à la campagne n'ignore pas que pour former un groupement solide, il faut donner une satisfaction immédiate aux besoins quotidiens des cultivateurs. « Le paysan, a dit M. G. Bord est un individualiste invétéré, les avantages moraux de l'association lui échappent, il fallait donc lui offrir des avantages matériels et palpables ». C'est à quoi s'appliquèrent en premier lieu, les syndicats. Ils s'adressèrent à tous ceux qui avaient intérêt à tirer un meilleur profit de la terre et en mettant en commun leurs efforts, parvinrent à atténuer grandement les conséquences désastreuses de la crise qui sévissait sur l'agriculture. Mais là ne devait pas se borner leur activité ; les services matériels rendus aux agriculteurs leur avaient fait apprécier les avantages de l'association et dans cette mesure, avaient préparé les syndicats à jouer dans la crise sociale, le rôle bienfaisant qu'ils avaient joué dans la crise agricole.

Améliorer les conditions d'existence des populations rurales en leur procurant les avantages du crédit, de l'assistance et de la prévoyance, de l'enseignement agricole, tel fut le but vers lequel se portèrent leurs efforts.

1^o Crédit agricole

L'usage d'un outillage agricole perfectionné et l'emploi de substances fertilisantes nécessaires à une culture intensive avaient accru les dépenses des exploitants agricoles et exigé un capital roulant plus considérable.

Dans ces conditions, le crédit accordé aux agriculteurs devenait une chose tout aussi nécessaire que le crédit qui est fait aux commerçants par les banques publiques ou privées.

Mais, tandis que les banques prêtent aux moindres commerçants dont elles peuvent aisément suivre les affaires, elles ne reconnaissent aucune valeur à la signature de l'agriculteur perdu dans son coin de campagne, dont le crédit n'est connu que de ses voisins et n'a aucune notoriété en dehors de sa commune. De plus, les banques n'escomptent que du papier au terme maximum de trois mois ; or, l'agriculteur qui emprunte pour les besoins de sa culture ne pourra rembourser son emprunt qu'après avoir vendu ses récoltes. Cela exigera peut-être un délai de six ou huit mois. Les opérations de crédit agricole nécessitant un terme plus long

que les opérations ordinaires de crédit, il fallait organiser une institution qui réponde à ses exigences.

Les syndicats agricoles, qui avaient déjà apprécié les bienfaits précieux de la coopération dans d'autres domaines, songèrent vite à l'introduire dans l'organisation du crédit. Ainsi prirent naissance les caisses de crédit coopératif ou mutuel. Fonctionnant dans les limites étroites de la commune elles peuvent accorder aux emprunteurs, un crédit à long terme.

Les caisses de crédit les plus répandues sont celles du type Raiffeisen, qui ne sont autres que des sociétés à capital variable, régies par les lois du 24 juillet 1867 et du 5 novembre 1894.

La caisse rurale ne possède pas de capital variable constitué par ses membres, n'a par conséquent pas d'actions et même pas de part sociale. Elle emprunte sous la garantie solidaire de ses adhérents, les fonds nécessaires à son fonctionnement, en ayant soin de stipuler un taux de prêt légèrement supérieur au taux d'emprunt afin de pouvoir, avec la différence, couvrir ses frais ; quant aux bénéfices réalisés, s'il y en a, ils ne sont jamais distribués aux sociétaires sous formes de dividendes, ni aux administrateurs à titre de traitements, mais ils servent à constituer une réserve. Cet argent servira,

le cas échéant, à couvrir une perte, si la caisse en éprouvait une accidentellement ; le cas du reste se présente rarement, les sociétaires étant bien placés pour savoir ceux d'entre eux qui ne présentent qu'une solvabilité douteuse et pour ne s'engager que dans des affaires très sûres.

Le fonctionnement des caisses de crédit est très simple. Lorsqu'un cultivateur désire un prêt, il présente sa demande au Conseil d'administration, il indique l'objet du prêt, les garanties qu'il offre, la caution qu'il a choisie et l'échéance à laquelle il s'engage à rembourser le prêt. Si la demande est accordée il souscrit un billet à trois mois, qui est renouvelable jusqu'à l'échéance demandée.

La loi du 17 novembre 1897, portant prorogation du privilège de la banque de France est venue accorder aux syndicats un moyen facile de se procurer les fonds de roulement qui leur sont nécessaires, en mettant à la disposition du crédit agricole une double dotation :

1° Une somme annuelle, d'au moins deux millions de francs, définitivement acquise à l'État qui n'en peut disposer qu'en faveur de l'agriculture ;

2° Une somme de quarante millions de francs

remboursable par l'Etat à la banque, à l'expiration de son privilège.

Les « établissements de crédit agricole » prévus par l'article 18 de la loi du 17 novembre 1897, et dont l'objet devait être la répartition entre les caisses locales des fonds mis à la disposition de l'agriculture furent créés par la loi du 31 mars 1899. Les sommes mises à la disposition des caisses régionales ainsi constituées le sont à titre d'avances sans intérêts.

L'institution de ce nouvel organisme a largement facilité le développement des sociétés de crédit agricole. Alors qu'en 1900, on ne comptait que 100 à 150 sociétés de crédit agricole mutuel régies par la loi du 5 novembre 1894, il existait au 30 juin 1908, 92 caisses régionales et 2.125 caisses locales, grâce auxquelles 320 millions ont été prêtés au paysan français.

Il est à remarquer que parmi ces sociétés, un certain nombre ne fonctionnent sous les auspices d'aucun syndicat. Celles d'entre elles qui sont affiliées à un syndicat agricole sont surtout nombreuses dans les départements de la Charente on en compte 71, du Doubs qui en possède 75 et du Gers qui atteint le chiffre élevé de 106 caisses rurales.

2^o Institutions de prévoyance

a) *Caisses de secours mutuels*

Conformément à la loi de 1884 qui avait spécialement autorisé les syndicats professionnels à créer des sociétés de secours mutuels et de retraites entre leurs membres, les syndicats agricoles ont su pourvoir par les ressources de la prévoyance mutuelle, aux besoins qui dérivent de la maladie, du chômage et de la vieillesse. Non pas qu'ils aient organisé par eux-mêmes le service des retraites agricoles ; les sociétés de retraites proprement dites, créés par eux suivant les prescriptions de la loi de 1898, sont peu nombreuses.

Les syndicats agricoles ont accordé leur préférence à un système moins périlleux. Chercher à faciliter à leurs membres la constitution d'une pension de retraite, en leur servant d'intermédiaire avec la caisse nationale des retraites pour la vieillesse. C'est à cela que se sont attachés la plupart d'entre eux, notamment les syndicats du Loiret, de la Meuse, du Cher, etc...

Quelques-uns ont essayé de venir en aide à leurs adhérents en établissant au sein même du

syndicat, une caisse de secours alimentée par les souscriptions ou par une somme votée en assemblée générale. Ces ressources sont destinées à donner des secours aux sociétaires dans le besoin, ou, en cas de maladie, à leur assurer les soins d'un médecin et à leur fournir les remèdes nécessaires.

M. de Rocquigny cite parmi les associations qui ont organisé les caisses de secours médicaux les plus prospères, les syndicats de Barguèbres (Calvados), de Putanges (Orne), de Séez (Orne), de Pinchinats (Bouches-du-Rhône), le Syndicat des jardiniers d'Angers, etc. (1).

Il est une autre forme d'assistance particulièrement intéressante, dont la manifestation est de date toute récente. C'est l'assistance en travail, qui s'exerce en venant en aide au cultivateur frappé par la maladie, sous la forme de travaux manuels, en faisant, par exemple, exécuter pour son compte les travaux agricoles les plus urgents. Tel est le principe des Syndicats vignerons nombreux en Touraine et en Bourgogne et dont l'exemple a été suivi par les Syndicats de la Marne, du Loiret, de l'Indre-et-Loire et du Loir-et-Cher.

1. Congrès de 1900, p. 259.

b) *Assurance contre les accidents*

Aux risques communs à tous les hommes, s'ajoutent pour les agriculteurs certains risques inhérents à leur profession et qui les menacent soit dans leur personne, comme les accidents, soit dans leurs biens, comme la grêle, l'incendie, la mortalité du bétail. A ces périls proprement agricoles les cultivateurs ont su opposer les garanties de l'assurance en commun.

Dans l'assurance contre les accidents, ils ont procédé de deux manières : Quelques-uns ont créé des mutuelles régionales d'assurances, mais on peut dire que jusqu'à aujourd'hui, elles ont été l'œuvre presque exclusive des grandes sociétés. Il nous suffira de mentionner la « Solidarité orléanaise », mutuelle à cotisations fixes, fondée par les agriculteurs du Loiret et devenue depuis : la Caisse syndicale d'assurances mutuelles des agriculteurs de France contre les accidents du travail agricole. La nouvelle société fonctionne sous le contrôle de l'Etat et le patronage de l'Union centrale des agriculteurs de France.

Elle trouve un appui auprès des syndicats de toutes les régions en les prenant comme agents chargés de la représenter. La cotisation varie

avec l'importance du domaine et le mode d'exploitation en usage, et selon aussi que la responsabilité est limitée ou illimitée.

Plus nombreux ont été ceux qui ont cherché à obtenir des compagnies-accidents des réductions de primes au profit de leurs adhérents. C'est ce qu'a réalisé notamment l'Union du Sud-Est, qui a conclu avec la Compagnie « La Providence » un traité, aux termes duquel des tarifs spécialement avantageux sont stipulés en faveur des syndicats unis.

Les polices sont individuelles et collectives ; la prime variant de 0 fr. 30 à 0 fr. 70, suivant les garanties accordées par la compagnie. En 1906, 12.000 polices ont été souscrites par l'Union du Sud-Est, couvrant 150.000 hectares ; au cours de la même année, 900 accidents se sont produits, qui ont donné lieu à 72.000 francs d'indemnités.

c) Assurance contre l'incendie et la grêle

Les syndicats agricoles ont rarement organisé par eux-mêmes l'assurance contre l'incendie à l'aide de la mutualité professionnelle. Ils ont préféré en raison de la gravité du risque et de l'étendue trop restreinte du rayon de cette assurance, ne pas courir le danger d'une lutte enga-

gée avec les compagnies à prime fixe ou les mutuelles, et ont agi seulement en qualité d'intermédiaire dans les négociations des contrats d'assurances.

Parfois le syndicat est devenu le représentant de la société dans sa circonscription, tel est le cas du Syndicat des agriculteurs du Loiret à l'égard de la Mutuelle de Seine et de Seine-et-Oise. Le syndicat perçoit comme les agents généraux, à titre de remise, la totalité de la prime des deux premières années et 10 pour 100 sur les primes des années suivantes. Il n'en conserve d'ailleurs qu'une partie et abandonne à ses assurés 25 pour 100 sur la prime de la première année, 20 pour 100 sur celle de la deuxième année, et 6 pour 100 sur celle des années suivantes.

Le Syndicat agricole Vaclusien agit de même en assurant ses membres à l'« Ancienne mutuelle de Rouen » et réalise ainsi une économie de 30 à 40 pour 100 sur les tarifs des compagnies anonymes à primes fixes. Le Syndicat des Deux-Sèvres a mis en pratique ce même principe en traitant avec la mutuelle du Loir-et-Cher, et pareillement le Syndicat des agriculteurs du

1. Congrès agricole de 1900. Rapport de M. Laage de Dreux, p. 285.

Puy-de-Dôme avec la Mutuelle de Normandie. Signalons enfin, une pratique qui tend à se répandre de plus en plus et qui consiste dans la réassurance du risque-incendie.

La caisse locale ne garde dans ce cas, que 1 ou 2 dixièmes sur chaque risque et cède à une mutuelle régionale les 8 ou 9 dixièmes du risque et les 8 ou 9 dixièmes de la prime.

C'est ainsi que la Caisse régionale du Sud-Est comptait au 30 mars 1909, 316 caisses locales et 6.800 polices. Les capitaux assurés s'élèvent à 75 millions et l'encaissement annuel est aujourd'hui voisin de 80.000 francs (1).

*
**

C'est également en qualité d'intermédiaire que les syndicats agricoles sont intervenus dans l'assurance contre la grêle. Ils se sont mis en rapport avec les différentes sociétés existantes et sont parvenus à faire bénéficier leurs adhérents de primes de faveur. Le Syndicat des agriculteurs du Loiret, par exemple, représente depuis 1813, une compagnie à prime fixe qui lui a accordé les avantages réservés à ses agents généraux. Sur les commissions accordées au syndicat ses

1. Congrès de Nancy 1909, p. 92.

membres assurés profitent d'une remise annuelle de 10 pour 100 sur le total de la prime (1).

d) *Assurance contre la mortalité du bétail*

Mieux que l'assurance contre l'incendie et la grêle, l'assurance contre la mortalité des animaux constitue le triomphe de la mutualité locale ; et cela s'explique. La condition première du succès de l'assurance-bétail, c'est la sûreté des renseignements, la connaissance exacte de la valeur des étables et de la valeur morale de l'associé lui-même. On ne saurait donc songer à donner à ces sociétés un champ d'action trop étendu. C'est pourquoi la plupart des mutuelles ont adopté une circonscription restreinte dont l'unité-type est la commune, car seule, elle permet le contrôle réciproque des assurés.

M. de Rocquigny en évaluait le nombre au 1^{er} mai 1900 à 6.730 (2). Parmi les départements dans lesquels elles ont pris le plus d'extension, nous citerons : la Haute-Marne qui compte 400 mutuelles-bétail, parmi lesquelles quelques-unes assurent un capital de 60.000 francs, la

1. Congrès national agricole d'Anvers 1894, voir le rapport de M. Riboud.

2. De Rocquigny, *Syndicats agricoles et leur œuvre*, p. 338.

moyenne du capital assuré étant de 20.000 fr. (1), le Doubs qui en possède 180 ; moins nombreuses mais plus importantes que dans la Haute-Marne, celles qui assurent un capital de 40.000 francs ne sont pas rares.

L'assurance du risque-bétail a été pratiquée sous plusieurs formes.

« Tantôt, dit M. de Rocquigny, les sociétaires mettent leurs risques en commun, se garantissant mutuellement la valeur de leurs étables, soit qu'il y ait perception d'une cotisation préalable, soit que la part contributive de chacun ne doive être versée qu'après sinistre ; tantôt la cotisation est fixe par tête de bétail garanti, comme dans la caisse de secours mutuel de Remiremont. Parfois aussi la caisse de secours est alimentée par des collectes ou cotisations indéterminées » (2).

Mais si les mutuelles à circonscription restreinte qui fonctionnent de la sorte paraissent offrir plus de garantie pour le bon fonctionnement de l'assurance, grâce à la vigilance mutuelle des associés, elles ne vont pas cependant sans présenter quelques aléas dans le règlement des sinistres. Il est clair en effet que si une épidé-

1. *Annuaire du syndicat agricole*, par Silvestre.

2. De Rocquigny, *op. cit.*, p. 338.

mie vient frapper une mutuelle locale dépourvue de réserves suffisantes, celle-ci ne sera pas en mesure d'assurer à ses membres le paiement intégral des indemnités prévues par ses statuts. Elle sera obligée de proportionner ses paiements à ses ressources. On a donc songé à concilier les avantages de l'organisation locale avec les avantages d'une circonscription étendue, et dans ce but on s'est préoccupé de grouper les mutuelles en vue de pratiquer entre elles l'équilibre des risques. De là l'organisation de la réassurance ou de l'assurance à deux degrés. Les caisses mutuelles locales ne gardent ainsi à leur compte, qu'une partie du risque et s'assurent dans une proportion déterminée, le quart ou la moitié, à la caisse régionale, laquelle s'engage à payer tous les sinistres survenus en proportion des cotisations versées.

En ce qui touche à la forme juridique adoptée par les caisses d'assurances mutuelles, celles qui se sont constituées suivant les prescriptions de la loi du 24 juillet 1867 sont rares. Le plus souvent, pour éviter les formalités minutieuses qu'elle exige, les syndicats ont préféré fonder une caisse de secours mutuels et même établir au sein de leurs sections de petits syndicats-bétail, ou des comptes spéciaux de prévoyance placés sous leur contrôle. La loi du 4 juillet

1900 est venue rendre légale cette pratique, en reconnaissant aux agriculteurs le droit de créer des caisses d'assurances mutuelles contre la mortalité du bétail, dans les formes prévues par la loi de 1884, affranchissant par là les petites mutuelles de toutes les entraves légales et fiscales pouvant gêner leur constitution ou leur fonctionnement.

3. Enseignement agricole

Le premier pas dans cette voie a été fait à l'aide de publications, périodiques, journaux, bulletins ou almanachs, destinés à servir de liens entre tous les membres d'un groupement, en leur donnant des renseignements utiles sur les marchés, les cours des denrées agricoles, enregistrant en un mot et vulgarisant toutes les manifestations de la vie syndicale, et aussi par l'établissement de bibliothèques, de cours, de conférences, de concours et de champs d'expérience. Quelques-uns se sont même adjoints un professeur spécial d'agriculture ; c'est ainsi que le Syndicat de la Charente-Inférieure possède un laboratoire dont la direction appartient à un professeur d'agriculture rétribué par lui ; le Syn-

dicat de Die alloue également 200 francs au professeur d'agriculture pour faciliter des essais, en fournissant gratuitement les engrais et les semences.

Mais les syndicats ne s'en sont pas tenus là.

« On a pu remarquer, lisons-nous dans le *Bulletin agricole de l'Est*, dont le directeur est M. Méline, que tout élève qui acquiert le certificat d'étude n'est plus bon pour travailler la terre, il est trop savant, disent les parents, on en fera tout ce qu'on voudra, sauf un cultivateur. C'est pourquoi, continue l'auteur, je préférerai de beaucoup au certificat d'études primaires tel qu'il existe, la substitution pour les centres agricoles d'un certificat d'études rurales qui, par son épreuve, retiendrait davantage nos jeunes gens vers la culture et qui de plus leur servirait dans la suite » (1).

Dans ces quelques lignes se trouve résumé le programme que les syndicats de plus en plus nombreux s'efforcent de mettre à exécution.

Dès 1893, les Syndicats de Bretagne décidaient en commun de créer des concours spéciaux dans les écoles primaires et d'accorder des certificats et des diplômes aux élèves qui

1. *Bulletin de l'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France*, n° de juillet 1908, p. 242.

subiraient les examens avec succès, en même temps qu'ils décerneraient des récompenses aux maîtres pour les encourager à répandre l'enseignement agricole.

A l'exemple de la Bretagne, l'Union du Sud-Est, l'Union de Bourgogne, l'Union du Centre et l'Union des Alpes et de Provence ont organisé l'enseignement agricole professionnel. Nous citerons seulement à titre d'exemple les résultats acquis par l'Union du Sud-Est.

Depuis l'année 1898 jusqu'au commencement de 1904, le nombre des écoles ayant pris part aux examens organisés par elle, dans sa circonscription, a varié entre 130 et 250, dont 25 à 30 écoles de l'Etat. Le nombre des candidats, garçons et filles, qui se sont présentés aux examens dans cette même période dépasse 10.000. Les deux tiers environ furent reçus sans ajournement (1).

*
* *

Conclusion. — En résumé, les syndicats agricoles nous apparaissent au terme de cet exposé, comme une institution dont l'action bienfaisante s'est fait sentir dans les manifestations

1. Congrès de Périgueux, 1905, Rapport de M. Guinaud.

essentielles de la vie rurale, autant sur le terrain social què sur le terrain économique.

Que, si nous voulions dégager le caractère dominant de leur œuvre et exprimer en une formule synthétique la nature de leurs opérations, nous dirions que leur action a surtout été coopérative.

« La coopération, a-t-on dit, est une entente entre des personnes qui réunissent leurs forces pour lutter avec succès contre les obstacles qui s'opposent aux individus et pour être capables d'offrir ou d'obtenir des avantages supérieurs à ceux qu'elles pourraient offrir ou obtenir si elles restaient isolées (1). »

Les syndicats agricoles n'ont fait que cela. Ils ont pratiqué la coopération dans l'achat, la transformation et la vente des produits, de même que dans l'organisation du crédit et la création des œuvres de prévoyance et d'assistance. C'est la conclusion qui se dégage des faits tels que nous les avons analysés. C'est aussi ce que reconnaît M. Charles Gide :

« On sait, dit-il, que les syndicats agricoles ne sont au fond que des sociétés coopératives achetant en gros les engrais, semences et instruments agricoles et quelquefois, quoique plus

1. Henri Michel, *L'Economiste français*, 23 novembre 1895.

rarement, vendant directement au public certains produits, vins, beurre, bière, etc. Ils jouent donc en somme, tantôt le rôle de sociétés coopératives de consommation, tantôt celui de sociétés coopératives de production » (1).

On peut même dire que les syndicats agricoles ont appliqué le principe coopératif dans son acceptation la plus étroite, si l'on entend que la coopération, est par essence « un mandat gratuit, comportant nécessairement la distribution entre les coopérateurs des profits réalisés sur les acheteurs ».

Nous savons l'application que les syndicats agricoles ont faite de ce principe ainsi défini. Aussi a-t-on pu déclarer, à bon droit selon nous, que les syndicats agricoles sont actuellement « la plus haute expression de l'idée coopérative » (2).

C'est aussi l'idée qu'exprimait M. Ruau ministre de l'Agriculture dans l'exposé du projet de loi déposé à la Chambre, le 19 juin 1908 et que nous étudierons plus loin.

Parlant des marchandises que les syndicats achètent pour les répartir ensuite entre leurs membres : « tantôt, disait-il, ils font cette distri-

1. Cf. *Conférences*, p. 128.

2. Cf. *Dictionnaire d'économie politique*, v^o Syndicats.

bution au prix même de l'achat, tantôt ils prélèvent une majoration de 5 pour 100 pour assurer le paiement des frais généraux ; si cette majoration a été trop élevée, ils ristournent ensuite le trop perçu entre leurs adhérents au prorata des opérations faites par chacun d'eux ; tantôt ils affectent le reliquat ou le trop-perçu, après approbation de l'assemblée générale, exclusivement à la création et au développement de services d'intérêt professionnel collectif ou d'institution de coopération devant profiter à tous les adhérents, ainsi que l'a reconnu licite un arrêt du Conseil d'Etat en date du 17 mars 1907. C'est de la *coopération pure* et de la meilleure. C'est l'exercice du mandat gratuit prévu aux articles 1998 et suivants du Code civil (1),



Cette orientation nouvelle de l'esprit d'association chez les agriculteurs leur est, peut-on dire personnelle. Elle est en contradiction absolue avec les tendances qui ont prévalu jusqu'à ce jour dans les milieux industriels. Que sont

1. *Journal officiel*, 1908, Documents parlementaires de la Chambre, p. 591.

aujourd'hui en effet les syndicats ouvriers et de quel esprit sont-ils généralement animés ? Il serait optimiste de prétendre qu'ils n'aient eu d'autres préoccupations que de s'enfermer dans l'étude et la défense des intérêts généraux de la profession dont ils sont les organes.

D'aucuns ont cherché à organiser avec méthode et dans la paix les forces industrielles, en vue de l'établissement du contrat collectif de travail, mais la plupart n'ont que trop marqué leur préférence pour l'action politique et l'emploi de moyens révolutionnaires.

L'action directe est devenue la formule du mouvement syndical par opposition à l'action parlementaire qui est une action indirecte par personne interposée.

De professionnelle qu'elle était, au moins au début, l'association syndicale ouvrière tend à devenir un instrument de lutte destinée à faire la guerre aux patrons, et à n'être que cela.

Tout autre on l'a vu a été la fortune du syndicat agricole ; la raison en est dans le principe même de sa constitution qui fait de lui un syndicat mixte, c'est-à-dire ouvert en même temps aux propriétaires, fermiers, métayers, employés et ouvriers de cultures, à tous ceux enfin qui ont des intérêts agricoles à défendre.

De leur composition même découle ainsi le grand rôle économique et social des syndicats agricoles, leur action incessante pour la paix et l'union.

DEUXIÈME PARTIE

LES SYNDICATS AGRICOLES ET LA JURISPRUDENCE

CHAPITRE IV

OPPOSITION PRIMITIVE DES COMMERÇANTS

A. — PLAINTES DÉPOSÉES CONTRE LES SYNDICATS AGRICOLES

Le développement des syndicats agricoles ne s'était pas accompli sans susciter des jalousies et sans faire naître autour d'eux des hostilités.

Dès les premières années, nous les voyons être en butte aux attaques passionnées et violentes des représentants de commerce. Rien n'était plus naturel d'ailleurs. Créés pour rem-

placer les intermédiaires trop onéreux, en procurant directement et gratuitement à leurs membres les produits dont ils ont besoin, il n'est pas surprenant que les associations agricoles aient eu à lutter en premier lieu contre ceux-là même qu'ils voulaient faire disparaître.

Dès 1887 la Chambre syndicale des produits chimiques de Paris, dans ses séances du 9 novembre et 14 décembre, votait des conclusions aux termes desquelles les syndicats sont accusés d'avoir violé la loi du 21 mars 1884, « en s'occupant des intérêts particuliers de leurs membres, alors que la loi les autorise seulement à protéger les intérêts de la profession » ; ils sont de plus, représentés comme tombant sous l'application de l'article 419 du Code pénal, en organisant des coalitions en vue de provoquer la baisse des marchandises.

« Les syndicats agricoles, par leurs adjudications, disent les conclusions adoptées, excitent les vendeurs à une baisse anormale pour obtenir les fournitures ; ils apportent une perturbation profonde dans le monde des affaires, en faisant établir des prix inférieurs à ceux qu'aurait déterminés la concurrence naturelle et le libre commerce que l'article 419 du Code pénal a entendu faire respecter. »

Disons, en passant, que la Chambre syndicale

faisait de l'article 419 une application erronée. Cet article en effet ne prévoit que les « coalitions de vendeurs », qui, par « des voies et moyens frauduleux » auront opéré la hausse ou la baisse des prix des denrées ou marchandises au-dessous des prix qu'aurait déterminés la concurrence naturelle du commerce. Il ne pourrait donc pas s'appliquer à des groupements d'*acheteurs*, qui au surplus opèrent au grand jour et n'ont d'autre préoccupation que d'éviter et de combattre la fraude.

Dans ses conclusions, la Chambre syndicale des produits chimiques demandait en outre, que les syndicats soient imposés à la patente, à raison des actes de commerce qu'ils faisaient.

Ces conclusions furent transmises à la Chambre de commerce de Paris qui mit cette question à son ordre du jour et en fit l'objet d'une délibération.

Le 14 mars 1888, le président de la Chambre de commerce de Paris portait les doléances dont il avait été saisi à la connaissance du ministre du Commerce. La lettre reconnaît d'abord l'action bienfaisante que les syndicats agricoles ont exercée et qu'ils sont appelés encore à exercer en contribuant au développement de l'agriculture, par leurs études et par les renseignements utiles qu'ils peuvent procurer à leurs

adhérents. Mais ils sortiraient de leur rôle, est-il dit, et de leurs attributions légales, en faisant acte de commerce et surtout de coalition, au moyen d'une organisation habilement combinée. « En conséquence la Chambre de commerce de Paris émet l'avis que lesdits syndicats soient maintenus dans leurs attributions et que par suite il leur soit interdit de faire acte de commerce (1). »

B. — INTERPRÉTATION MINISTÉRIELLE DE LA LOI DE 1884

M. le ministre du Commerce, M. Pierre Legrand répondit le 28 avril, d'accord avec M. le ministre des Finances, qu'il ne pensait pas qu'on dut voir des actes de commerce dans le fait par des syndicats, de créer à leur siège social, des offices pour l'achat des matières premières ou de marchandises utiles à l'agriculture, de manière à les obtenir à meilleur marché et de meilleure qualité au profit de leurs membres, alors que ces associations sont administrées gratuitement et ne réalisent aucun bénéfice.

Et il ajoutait : ces considérations ont déter-

1. *Bulletin de la Chambre de commerce de Paris*, 1888, Avis exprimés, p. 107.

miné M. le ministre des Finances à ne pas assujettir les syndicats agricoles à l'impôt de la patente. « La décision prise par mon collègue ne me paraît pas seulement justifiée par un examen attentif de la législation des patentes. Elle me paraît en outre conforme à l'esprit même de la loi de 1884, qui a entendu élargir autant que possible le champ d'action ouvert aux syndicats ».

M. le ministre invoquait à l'appui de son opinion, les termes mêmes de la circulaire du ministre de l'Intérieur de mai 1884, qui, en énumérant les créations permises aux syndicats, telles que les offices de renseignements, bureaux de placement « ne suit pas plus étroitement le texte légal, que les syndicats qui entendent créer à leur siège social des offices pour étudier le cours des marchés et pour assurer à leurs membres dans de meilleures conditions de prix et de qualité, l'acquisition des matières premières, graines, engrais, outils, machines agricoles, etc., qui leur sont nécessaires ».

Enfin, il terminait par cette déclaration expresse : « On peut dire que la loi de 1884, si elle ne conférait pas le droit de faire des opérations semblables, ne pourrait être pour les agri-

culteurs l'objet d'aucune application vraiment pratique ».

Vers la même époque, la Chambre de commerce de Valence se faisait le porte-parole des négociants du pays et adressait au ministre du Commerce une longue pétition demandant que les syndicats soient soumis à la patente. M. Maurice Faure, député, transmet la pétition au ministre compétent.

Dans sa réponse, M. Pierre Legrand reproduisait les termes de la lettre précédente, tout en la complétant par les explications suivantes qui sont, à notre avis, particulièrement suggestives : « Aux termes de l'article 632 du Code de commerce, la loi répute acte de commerce tout achat de denrées et marchandises pour les revendre soit en nature, soit après les avoir travaillées et mis en œuvre. Pour constituer l'acte de commerce spécifié par la loi, il faut donc non seulement qu'il y ait eu achat et que les choses achetées soient des denrées ou marchandises, il faut encore que l'achat soit fait avec l'intention de revendre. Tous les auteurs de la jurisprudence s'accordent à reconnaître que celui qui achète pour consommer ne fait pas un acte de commerce, l'intention d'une revente avantageuse étant indispensable, pour imprimer à l'achat le caractère commercial ».

Tel est le cas des diverses associations qui ont motivé les réclamations, dit en substance M. le ministre du Commerce, et il ajoute : Si parfois elles ont majoré dans une faible mesure le prix d'acquisition des produits, rien ne permet d'affirmer que cette majoration ait eu d'autre but que de les couvrir de leurs frais de gestion.

Ces deux lettres reconnaissaient donc, en des termes très explicites, la vocation des syndicats à pratiquer des achats coopératifs au profit de leurs adhérents et cela conformément, sinon aux termes mêmes, du moins à l'esprit général de la loi de 1884 ; en outre, elles déniaient formellement à ces opérations le caractère d'actes de commerce.

Leur effet immédiat fut d'amener une détente et pour quelques années l'apaisement dans la lutte engagée par le commerce contre les associations syndicales agricoles. Les fabricants de produits chimiques qui avaient provoqué les premiers conflits ne tardèrent pas, d'ailleurs, à se rendre compte des bénéfices qu'eux mêmes pouvaient tirer d'une semblable organisation et virent bientôt dans les syndicats non plus des adversaires, mais des alliés. Car, si les syndicats avaient tout d'abord, par leur intervention, amené la baisse des engrais chimiques, ils en avaient par contre vulgarisé l'emploi, ce qui

avait accru la consommation dans des proportions considérables, et avait même amené une hausse légère dans les prix de vente, par suite de l'insuffisance de la production.

CHAPITRE V

1^o Jurisprudence des Tribunaux judiciaires

A. — LÉGALITÉ DES ACHATS COLLECTIFS

Interprétation de fait donnée par la jurisprudence. — Le gouvernement avait reconnu la légalité des achats coopératifs faits, par les syndicats à la condition qu'il n'y ait pas de bénéfices réalisés ; n'étaient pas toutefois considérés comme bénéfices, la majoration de prix faite par le syndicat pour se couvrir de ses frais généraux. La jurisprudence allait-elle adopter cette manière de voir ?

A la vérité, ce n'est que dans ces dernières années que la question s'est posée nettement devant les tribunaux, mais dès 1888, la jurisprudence était appelée à se prononcer indirectement à propos d'une question de compétence et

statuait conformément à l'avis du ministre Pierre Legrand.

Voici dans quelle espèce : (1)

Le trésorier du Syndicat agricole du Périgord nommé Tenant, poursuivi par Fruges devant le Tribunal de commerce de Bordeaux, en paiement d'une somme représentant le prix d'une fourniture de sucres de vendanges achetés pour le compte du syndicat, souleva devant les juges consulaires, l'exception d'incompétence, alléguant la non commercialité de l'opération.

Le tribunal s'étant déclaré compétent, sur appel le jugement fut réformé.

« Attendu, dit l'arrêt de la Cour de Bordeaux, que les sucres achetés à Fruges pour le compte du Syndicat des agriculteurs du Périgord, étaient des sucres de vendanges destinés aux opérations prévues par la loi du 22 mars 1884; qu'en traitant ce marché en sa qualité de trésorier du syndicat dont il fait lui-même partie, Tenant n'a point fait une opération commerciale et n'a agi que comme propriétaire, qu'il a d'ailleurs livré les sucres vendus par Fruges au même prix, sans réaliser de bénéfice et sans la moindre pensée de spéculation personnelle. »

Ainsi, la Cour de Bordeaux faisait sienne l'in-

1. Dalloz, 90. 2. 90.

interprétation ministérielle de la loi de 1884, touchant la nature des achats faits par les syndicats, sauf sur le point de savoir si la majoration éventuelle du prix d'achat ne changeait pas la nature de l'acte ; sur cette question, la Cour n'avait pas eu à statuer, la vente, en l'espèce, ayant été faite exactement au prix d'achat. Mais l'année suivante, elle était l'objet d'un arrêt de la Cour de Toulouse (1), qui se prononçait, dans le sens de la négative.

« Ne fait pas acte de commerce, disent les considérants de l'arrêt, le syndicat agricole qui procure à ses seuls membres, aux conditions les plus favorables et en traitant directement avec les fabricants, les matières premières nécessaires à l'agriculture en faisant subir aux matières achetées une faible majoration qui représente simplement les déboursés. » Dans l'espèce, les déboursés représentaient les frais généraux du syndicat et notamment le loyer des magasins servant d'entrepôt et le salaire du commis préposé du syndicat.

Par deux fois, la jurisprudence reconnaissait donc que les opérations coopératives faits par les syndicats agricoles, spécialement les achats de matières utiles à l'agriculture ne consti-

1. Dalloz, 90. 2. 144.

tuaiement pas des actes commerciaux pourvu que le syndicat ait agi en dehors de toute pensée de lucre.

Conformément à cette jurisprudence, la Cour d'Angers (1) par un arrêt du 29 octobre 1894, confirmant un jugement du Tribunal de commerce du Mans considérait comme ayant fait acte de commerce, le Syndicat des agriculteurs du Maine lequel avait passé avec un tiers un marché à prix ferme relatif à l'achat d'engrais et autres produits, livrable pendant une longue période de temps et avait convenu qu'il serait suivi entre le vendeur et lui d'un partage de bénéfices sur le montant de la revente des marchandises « ces bénéfices constituant, dit l'arrêt, des différences telles que souvent les marchands n'en font pas ».

Dans le même sens, la Cour de Lyon donnait raison au Tribunal de commerce de Lyon (2) par un arrêt en date du 21 avril 1896, confirmant, la condamnation prononcée contre un syndicat professionnel formé dans le but d'accaparer sur le marché lyonnais la vente des eaux minérales et naturelles et d'en fixer librement le prix.

1. Sirey, 95. 2. 80.

2. Sirey, 96. 2. 164.

B. — LÉGALITÉ DES VENTES COLLECTIVES

En même temps, la jurisprudence était appelée à statuer sur la nature des ventes opérées par les syndicats, comme mandataires de leurs membres, et en proclamait la légalité, en reconnaissant à un groupe de propriétaires et de fermiers d'étangs le droit de former un syndicat en vue de la reproduction, la conservation et la « vente » du poisson. Voici dans quelles circonstances :

Le 24 décembre 1890, un groupe de propriétaires ou locataires d'étangs, situés dans le voisinage de Péronne, assignaient en référé, dix fabricants de sucre qui laissaient couler dans les étangs des eaux usinières nuisibles aux poissons. Le 12 janvier suivant, les propriétaires se constituaient en syndicat en s'adjoignant quatre ou cinq propriétaires nouveaux et assignaient les mêmes fabricants de sucre, plus cinq autres, en même temps qu'ils demandaient la jonction des deux affaires.

1. Le 16 juin de la même année, le tribunal de Montluçon rendait un jugement aux termes duquel un syndicat qui fait acte de commerce peut être mis en liquidation judiciaire comme étant en fait une association commerciale (*Revue pratique de droit industriel*, 1897, p. 152).

Le tribunal refusa et ne retint que la première assignation, déclarant le syndicat valablement constitué mais non recevable en sa demande, « son action ayant pour but d'obtenir des mesures d'intérêt particulier et non pas des mesures générales devant profiter à tous les membres, c'est-à-dire à la collectivité. Appel fut fait de part et d'autre devant la Cour d'Amiens (1), qui reconnut la légalité du syndicat et la recevabilité de sa demande comme ayant pour objet un intérêt général et collectif.

« Attendu, portent les considérants de l'arrêt, qu'il résulte de l'article premier des statuts que ce syndicat a pour objet tout ce qui concerne l'exploitation des étangs, la reproduction et la conservation du poisson, la pêche et *la vente* de leurs produits », qu'il est impossible de contester sérieusement que ce syndicat rentre dans les termes de l'article 2 et 3 de la loi du 21 mars 1884....., etc.

Les usiniers condamnés en appel formèrent un pourvoi devant la Cour suprême qui donna raison à la Cour d'Amiens déclarant à son tour, conforme à la loi, le syndicat constitué pour tout ce qui concerne « l'exploitation et la vente des produits de leurs membres ».

1. Dalloz, 95. 2. 553.

2. Dalloz, 97. 1. 120.

2^o **Jurisprudence des Tribunaux administratifs**

Il n'est pas jusqu'aux tribunaux administratifs eux-mêmes qui n'aient dénié aux opérations d'achats et de vente des syndicats agricoles, le caractère d'acte de commerce, en décidant que ceux-ci n'étaient pas soumis à l'impôt de la patente, au sens de l'article premier de la loi du 15 juillet 1880 et à raison de leurs opérations. Les arrêts suivants le prouvent surabondamment.

Le 25 janvier 1907, le Conseil de préfecture de la Mayenne accordait décharge de l'impôt de la patente au Syndicat agricole de Laval, lequel n'était « ni acheteur, ni vendeur d'aucune denrée, mais seulement intermédiaire et intermédiaire gratuit entre ses adhérents » (1).

Le Conseil d'Etat, au cours de la même année, faisait l'application du même principe à l'égard du Syndicat agricole de Lézignan (Aude), refusant de reconnaître le caractère d'acte de commerce aux achats faits par le syndicat, de divers produits utiles à l'agriculture pour les revendre à ses membres, quoique les bénéfices réalisés

1. *Droit rural*, 1907, p. 90.

ne soient pas distribués sous forme de ristournes, mais destinés à favoriser le développement d'œuvres d'intérêt professionnel (1).

De même, le syndicat d'agriculteurs qui possède un dépôt où il fait quelques approvisionnements d'engrais, qu'il livre ensuite aux syndiqués, sans réaliser de bénéfices, a été reconnu comme n'exerçant pas un commerce, dans le sens de l'article 1^{er} de la loi du 15 juillet 1880 et par suite comme étant non imposable à la patente (2).

Enfin, un arrêt récent rendu par le Conseil de préfecture de la Sarthe, paraît confirmer, en la complétant cette jurisprudence (3). Les considérants de l'arrêt portent : qu'il résulte de l'instruction et des débats, que le Syndicat des agriculteurs de la Sarthe se borne à grouper les commandes de ses adhérents, en vue de les faire bénéficier des prix les plus favorables et de réduire au minimum les frais de transports ; qu'il n'entrepone que les denrées ou marchandises prévues par ses statuts ;

« Considérant que pour faire face à des besoins prévus, le syndicat doit nécessairement s'approvisionner à l'avance et dès lors disposer d'un

1. Arrêts du Conseil d'Etat, 1907, p. 695.

2. *Droit rural*, 1908.

3. *Droit rural*, 1909, p. 93.

dépôt central et de plusieurs sous-dépôts.....

« Que le syndicat ne fait pas acte de commerce et n'agit qu'en qualité d'intermédiaire, puisqu'il est administré gratuitement ; que les commandes faites en bloc par le directeur, mandataire des syndiqués, représente réellement le groupement des commandes de chacun d'eux, en vue des bénéfices réputés acquis à la commande collective, que dans ces conditions le syndicat ne saurait être assujetti à la patente... »

On remarque que l'arrêt dit « pour faire face à des « besoins prévus » et non à « des ordres reçus » et qu'il ne condamne donc pas l'exercice du mandat tacite.

3^e Conclusions à tirer de la jurisprudence

Il semble donc bien que le droit pour les syndicats de pratiquer l'achat et la vente en commun, n'ait jamais été mis en doute par les tribunaux, à la double condition qu'il ne s'agisse que de produits d'utilité professionnelle et qu'on ne poursuive pas la réalisation d'un bénéfice.

En vain objecterait-on que la jurisprudence dans les litiges qui lui ont été soumis n'a eu à se préoccuper que de questions de fait, et ne s'est

pas prononcé formellement sur la question de savoir, si les syndicats en principe étaient aptes à se livrer à ces opérations, même non commerciales.

Nous ne croyons pas qu'on puisse induire de là, autre chose qu'une confirmation tacite de l'interprétation donnée par le ministre Pierre Legrand de la loi de 1884.

Si pendant vingt-quatre ans, les syndicats agricoles n'ont pas été l'objet de poursuites judiciaires malgré les plaintes déposées contre eux c'est que les actes qui leur étaient reprochés étaient considérés dans l'opinion générale, comme entachés d'aucune illégalité, et échappaient par là même aux sanctions de l'article 9 de la loi du 21 mars.

C'est ce que reconnaissait en termes formels un des principaux auteurs de la loi de 1884 M. Waldeck-Rousseau. Dans une consultation organisée en 1898 par le Musée social, en matière d'œuvre d'assurance mutuelle créées par les syndicats, M. Waldeck-Rousseau invité à donner son avis, s'exprimait ainsi :

« Toute la discussion (de la loi de 1884) prouve que loin de vouloir enfermer les associations professionnelles dans le cercle des études abstraites, on souhaitait les en faire sortir et la pratique adoptée sur des points divers est conforme

à cette interprétation puisque sans aller plus loin chercher des exemples on voit que l'achat des matières premières, la vente des produits, l'établissement de comptoirs d'achats ou de vente sont considérés comme les actes les plus légitimes » (1).

M. Lyon-Caen consulté sur la même question constatait la tolérance dont on couvrait les opérations d'achats et de vente des syndicats. « Personne ne songe à les tourmenter pour cela disait-il, au contraire on les encourage presque à agir ainsi. »

La puissance publique en effet non seulement n'inquiétait pas les syndicats mais même multipliait les encouragements, nous allons en trouver la preuve dans plusieurs textes législatifs postérieurs à 1884 qui, à maintes reprises, firent allusion à l'action coopérative des syndicats agricoles et la considérèrent toujours comme étant au-dessus de toute contestation.

1. *Musée social*, 1898, n° 19, p. 556.

CHAPITRE VI

INTERPRÉTATION DONNÉE A LA LOI DU 21 MARS 1884
PAR LES LOIS POSTÉRIEURES

1^o Loi du 5 novembre 1894 sur l'organisation du crédit agricole

Dans l'exposé des motifs de la proposition de loi déposée le 10 mai 1890, M. Méline parlant de la crise violente et prolongée qui avait éprouvé l'agriculture et épuisé jusqu'à ses dernières réserves disait : « Les syndicats ont fait beaucoup pour corriger les vices d'une telle situation, ils ont stimulé et encouragé la bonne volonté des agriculteurs en se substituant à eux pour les acquisitions d'engrais et de semences et en obtenant pour eux des conditions de vente exceptionnellement avantageuses ; sous leur influence, il s'est opéré dans les profondeurs du monde agricole un mouvement de progrès, de

réformes qui autorise les plus grandes espérances pour l'avenir (1).

D'autre part, le rapporteur de la loi, M. Mir traduisait en ces termes, l'interprétation jusqu'alors donnée par la pratique, à la loi de 1884.

« Pour les syndicats agricoles, il est admis aujourd'hui qu'ils peuvent servir d'intermédiaire entre le fournisseur et le cultivateur pour faciliter à ce dernier, aux meilleures conditions possibles, les achats de semences, d'engrais, d'outils, de bétail et la vente des produits agricoles (2) ».

La proposition de M. Méline tendait à organiser le crédit agricole sur les bases du cadre syndical, en autorisant les syndicats à faire eux-mêmes des opérations de crédit entre leurs membres.

Elle devait, suivant l'expression de M. Viger, ministre de l'Agriculture, accélérer notablement le mouvement vers le progrès, qui avait été si fructueux pour la production agricole en popularisant l'emploi des engrais complémentaires, des semences sélectionnées et d'un outillage perfectionné. La proposition Méline, votée à la Chambre, fut l'objet de modifications profondes

1. *Journal officiel*, 1890, Documents parlementaires, p. 700.

2. *Journal officiel*, 1892, Documents parlementaires, p. 207.

devant le Sénat, si bien que le texte finalement adopté ne permet plus aux syndicats de s'ériger en sociétés de crédit, et leur facilite seulement la création de sociétés autonomes douées d'une personnalité propre. Malgré ces modifications, si nous nous reportons au texte de la loi, nous remarquons que l'article premier reconnaît implicitement la légalité des pratiques syndicales d'achats et de vente.

Cet article donne pour objet aux sociétés de crédit agricole constituées soit par la totalité des membres d'un ou de plusieurs syndicats professionnels agricoles, soit par une partie des membres de ces syndicats, de faciliter et même de garantir les opérations concernant l'industrie agricole et effectués par « ces syndicats » ou par des membres de ces syndicats. Ces sociétés peuvent se charger relativement aux opérations concernant l'industrie agricole des recouvrements et des paiements à faire pour les syndicats ou pour les membres de ces syndicats.

Quelles pourraient être ces opérations concernant l'industrie agricole effectuées par ces syndicats, sinon celles d'achats en gros qui exigent un paiement et celles de vente de produits qui nécessitent un recouvrement ?

**2^o Loi du 19 avril 1905 relative à la contribution
des patentes**

Comme la précédente, elle semble consacrer d'une façon indirecte, la faculté reconnue dans la pratique aux syndicats agricoles de pratiquer pour leurs membres des achats coopératifs. Aux termes de l'article 9 : ne sont pas soumis à la patente, les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôt les denrées, produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes. Quant à l'interprétation qu'il fallait donner aux mots « qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents », le gouvernement, au cours des débats fut invité à donner son avis par M. de Pontbriand, qui s'exprimait dans les termes suivants :

« Les commandes que nos syndicats reçoivent de leurs adhérents ne parviennent pas toutes en même temps. Ceux-ci les font généralement en deux fois, ils demandent d'abord les marchandises dont ils ont un besoin urgent et quinze jours après, ils demandent le reste. Pour

éviter des frais de chemins de fer et de manutention, les syndicats escomptant les demandes de leurs adhérents font venir dans leurs dépôts la totalité des commandes présumées. Par conséquent, je prie M. le ministre de vouloir bien déclarer, qu'il interprétera dans le sens le plus large le mot « grouper » et permettra aux syndicats de faire venir à l'avance des denrées qui ne leur seront demandées que plus tard ».

A cela M. le commissaire du gouvernement répondait en indiquant le critérium qui doit servir à différencier les associations imposables de celles qui ne le sont pas, et qui n'est autre que l'existence d'un établissement, boutique ou magasin de vente, indiquant l'exercice réel d'une profession.

Ainsi, concluait-il, la patente sera exigée des sociétés coopératives et des syndicats qui ont, à l'instar des commerçants, une boutique constamment pourvue de marchandises, dans laquelle leurs membres peuvent à tout moment venir s'approvisionner des objets ou denrées qui leur sont nécessaires.

L'exemption de la patente reste au contraire acquise aux syndicats agricoles et aux sociétés coopératives qui se bornent à grouper les commandes de leurs membres, à recevoir les marchandises ainsi commandées et à les entrepo-

ser dans un lieu de dépôt pour en faire, à un moment donné, la distribution entre les intéressés.

**3^e Travaux préparatoires de la loi du 4 juillet 1900 relative
aux sociétés d'assurance agricole**

Le texte même de la loi ne s'occupe nullement des syndicats agricoles et ne préjuge donc ni dans un sens ni dans l'autre la question de savoir s'ils ont qualité pour faire des actes de coopération. Mais le rapport sur la proposition de loi, présenté par M. Ferni, indique incidemment la portée qu'on attribuait en 1900 à l'article 3 de la loi de 1884 et c'est à ce titre que nous le retenons.

On n'a jamais contesté, dit l'honorable rapporteur, que la défense des intérêts communs impliquent le droit d'effectuer les opérations qui, par leur nature, favorisent légitimement les syndiqués dans l'exercice de leur profession. C'est ainsi que nous voyons de toutes parts les syndicats agricoles acheter en commun des engrais, semences, outils, machines, etc.; le droit d'accomplir de tels actes dans ces conditions, découle du seul droit qu'ont les syndi-

cats agricoles de défendre leurs intérêts agricoles communs (1).

**4^e Loi du 26 décembre 1906 autorisant les avances
aux coopératives agricoles**

Nous la mentionnons pour les mêmes raisons que la précédente. Elle aussi est par son texte étrangère à la question qui nous occupe, mais au cours des travaux préparatoires de la loi, plusieurs allusions ont été faites au rôle économique ou coopératif des syndicats. Il est d'autant plus utile de les signaler qu'elles émanent de personnages haut placés et revêtent de ce fait une autorité particulière.

L'exposé des motifs débute par un aperçu historique du mouvement coopératif en agriculture et confond sous la même dénomination de *groupement coopératif* les sociétés coopératives proprement dites et les syndicats agricoles. Cela nous prouve déjà l'affiliation de fait reconnu par le gouvernement à deux catégories d'associations à l'égard l'une de l'autre, en raison même de leurs opérations communes.

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1900, p. 613.

« L'achat en commun, dit encore l'exposé du projet de loi, fut la première tâche que se proposaient les syndicats agricoles. Ils réussirent si bien dans cette première entreprise qu'ils fournirent à leurs adhérents non seulement les semences et engrais utiles, mais les machines agricoles perfectionnées. Dans toutes les branches de l'exploitation agricole, les syndicats ont concouru au relèvement et au progrès de l'agriculture (1). »

Les promoteurs de la loi, à la vérité, refusaient d'autoriser les avances de l'Etat aux syndicats agricoles, et l'on pourrait objecter que cette réserve du législateur impliquait le désaveu des actes coopératifs des syndicats. On le croirait à tort. Les avances ont été refusées aux syndicats agricoles parce que le législateur n'a pas voulu « les pousser à poursuivre eux-mêmes trop de buts divers. » Et le législateur songeait en parlant ainsi aux difficultés pratiques que rencontreraient peut-être les syndicats s'ils pratiquaient sur une vaste échelle la coopération de production : « Dans la pratique, disait-il, la conservation, la transformation et même la vente des produits agricoles entraînerait dans nombre de cas les syndicats à s'occuper d'orga-

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1905, p. 503.

nisations fort diverses, telles que magasins et greniers à blé, caves, celliers, distilleries, laiteries, beurreries, mais il reconnaissait en même temps que les syndicats ne sortaient pas de la légalité en se livrant à ces opérations

« Des tolérances, continue l'exposé des motifs, définitivement consacrées par l'usage et la jurisprudence ont permis à un certain nombre de syndicats agricoles d'étendre bien plus que tous les autres le cercle de leur activité et de se transformer eux-mêmes en sociétés coopératives, au moins d'en remplir le rôle. »

Les auteurs de la loi, discutant ensuite la question de savoir si les syndicats ont le droit d'entrer dans cette voie :

« Les syndicats, disent-ils, ont évidemment la capacité la plus grande en ce qui concerne les actes purement civils, or tous les actes relatifs à la vente par un agriculteur, des produits de son exploitation sont définis par la loi des actes civils. » Et ils ajoutaient : « L'association en syndicat ne fait pas perdre ce bénéfice aux agriculteurs, il s'ensuit que lorsque le syndicat vend les produits transformés ou non des exploitations de ses membres, il ne paraît pas, en théorie, sortir de son rôle. »

Ces affirmations, sous la plume d'un chef de

gouvernement méritent quelque crédit, et au surplus se passent de tout commentaire.

Pour conclure, nous dirons donc que pendant vingt-cinq ans, les syndicats agricoles ont fait librement au profit de leurs membres des opérations d'achats et de vente sans contestations ni obstacles.

Ce droit, que la jurisprudence n'avait jamais mis en doute, qui avait reçu du législateur une consécration manifeste, aurait été, dit-on, limité et diminué par un arrêt récent de la Cour de cassation, en date du 29 mai 1908. On pourrait le croire en effet, à en juger par le désarroi qu'il a jeté parmi les syndicats et par les commentaires pessimistes qu'il a provoqués. Nous ne croyons pas qu'un pareil émoi soit justifié. Un examen minutieux de l'arrêt du 29 mai 1908 nous permettra d'en mesurer toute la portée et de voir que la Cour suprême, en condamnant les hardiesses isolées de quelques syndicats sans importance, n'a fait que confirmer la jurisprudence antérieurement établie.

CHAPITRE VII

ARRÊT DE LA COUR DE CASSATION (29 MAI 1908) (1)

1^o EXPOSÉ DES FAITS

Le 22 octobre 1907, le Tribunal correctionnel de Bar-le-Duc prononçait la dissolution des Syndicats agricoles de Chaumont-sur-Aire et de Courcelles-sur-Aire « pour avoir contrevenu aux dispositions de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en se livrant à des opérations non prévues par cette loi et contraires à son esprit, parce qu'il est en effet établi que ces syndicats livraient, soit à leurs syndicataires, soit à des personnes étrangères aux syndicats, des marchandises d'épicerie, quincaillerie, effets d'habillement et autres n'ayant aucun rapport avec les intérêts agricoles

1. Dalloz, *Périod.*, 1909. 4. 25.

pour lesquels ils étaient constitués et prévus dans les statuts » (1).

Pour une raison analogue, le Tribunal correctionnel de Montmédy condamnait, le 30 juillet 1907, les administrateurs du Syndicat agricole de Consenvoye (Meuse), qui avaient annexé au syndicat, une boutique d'épicerie dans laquelle étaient vendus en détail les marchandises les plus variées, produits alimentaires, boissons, chaussures, vêtements, etc...

Par arrêt du 27 novembre 1907, la Cour de Nancy confirmait la condamnation prononcée par les tribunaux de première instance.

Enfin, sur le pourvoi formé par le Syndicat agricole de Consenvoye, la Chambre criminelle de la Cour suprême rendait, le 29 mai 1908, un arrêt de rejet établissant ainsi une jurisprudence qui serait, pour quelques-uns, la condamnation formelle de la pratique syndicale, pendant les 25 années écoulées depuis la promulgation de la loi de 1884.

La Cour de cassation dans son arrêt, reproduit en ces termes essentiels, l'arrêt rendu par la Cour de Nancy et le complète même, en répondant à certains arguments de texte qu'avait signalés le pourvoi et auxquels la Cour d'appel avait négligé

1. *Bulletin de l'Office du travail*, 1907, p. 1184 ; 1908, p. 40.

de répondre. Nous le citons, à raison de son extrême importance.

La Cour :

Où M. le conseiller Laurent-Athalin en son rapport, M^e Le Marois, avocat à la Cour en ses observations et M. l'avocat général Lénard en ses conclusions ;

Vu les mémoires produits à l'appui du pourvoi ; sur le moyen unique pris, par les demandeurs, de la violation ou fausse application de la loi du 21 mars 1884, notamment de ses articles 3 et 9, des lois des 5 novembre 1894, 17 novembre 1897 et 19 avril 1905, article 9, en ce que l'arrêt attaqué a considéré comme une contravention à la loi de 1884 le fait, par un syndicat agricole, d'acheter pour ses adhérents et de leur livrer, au fur et à mesure de leurs besoins, tous les produits, denrées ou marchandises qui leur sont nécessaires ou utiles, dans le but de leur procurer une économie ou d'autres avantages matériels, alors que la loi précitée de 1884 a autorisé la création des syndicats pour la défense des intérêts des syndiqués, et que les lois de 1894 de 1897 et de 1905 prévoient expressément les opérations dont il s'agit ;

Attendu que les demandeurs étaient prévenus, comme administrateurs d'une association syndi-

cale agricole, d'avoir contrevenu à l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, en ne limitant pas l'objet dudit syndicat, à l'étude et à la défense de ses intérêts, notamment en créant un établissement commercial ; qu'il est énoncé en fait, dans l'arrêt attaqué, que, au Syndicat agricole de Consenvoye, les prévenus avaient annexé un magasin où les adhérents étaient admis à *acheter au détail des marchandises telles que vêtements, produits alimentaires et objets d'utilisation ménagère* ; que le syndicat s'approvisionnait de ces marchandises sans qu'il y eût, *au préalable, de commandes ou de groupement de commandes* de ses adhérents et les revendait à ceux-ci, en prélevant une bonification de 5 pour 100 destinée à assurer le salaire du gérant et à couvrir les frais généraux ; que de cet état de fait, souverainement constaté par le juge du fond, il résulte tout d'abord que le syndicat mis en cause ne pouvait exciper de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat dans les termes des articles 1986 et suivants du Code civil ; qu'à bon droit l'arrêt déclare qu'il importe peu *que le bénéfice réalisé fût de minime importance*, l'article 632 du Code de commerce réputant acte de commerce tout achat de denrées ou de marchandises pour les revendre ;

Attendu que, sans pouvoir méconnaître, d'une

manière absolue le caractère commercial des opérations incriminées, les demandeurs soutiennent que, soit sous l'empire de la loi du 21 mars 1884, soit dans les prévisions des lois postérieures visées au moyen, une association syndicale professionnelle peut légalement pratiquer le régime coopératif aux effets d'une vocation propre, et, par suite, sans avoir à constituer une société coopérative dans les formes des articles 48 et suivants de la loi du 24 juillet 1867 ;

Mais attendu que, aux termes de l'article 3 de la loi du 21 mars 1884, les syndicats professionnels ont exclusivement pour objet l'étude et la défense des intérêts économiques, industriels, commerciaux et agricoles ; qu'il en résulte que la constitution d'une association syndicale agricole, dans les conditions déterminées par la susdite loi, donne exclusivement vocation à cette association d'étudier et de défendre les intérêts économiques agricoles qu'elle représente ; que, d'autre part, les seules dispositions déclarées inapplicables aux syndicats, dans l'article 1^{er} de la loi, étant les articles 291 à 294 du Code pénal et la loi du 10 avril 1834, toutes autres dispositions légales leur sont par là-même demeurées applicables ;

Attendu que vainement le moyen soutient que, en tous cas, les lois des 5 novembre 1894, 17 no-

vembre 1897 et 29 avril 1905, auraient autorisé les syndicats, sous l'unique condition d'être régulièrement constitués comme tels, à pratiquer les opérations incriminées ; qu'en ce qui touche la première de ces lois, le projet autorisait, il est vrai, les syndicats par dérogations aux articles 3 et 6 de la loi du 21 mars 1884, à acheter, pour les revendre ou les louer à leurs adhérents, les objets nécessaires à l'exercice de leur profession et à acquérir des immeubles en vue du fonctionnement de ce service, mais que le législateur a refusé de consacrer une dérogation qui eût transformé le caractère des associations syndicales, et qu'il appert uniquement du texte adopté que les membres des syndicats peuvent, sous certaines conditions de publicité et à charge de tenir une comptabilité commerciale, constituer des sociétés de crédit agricole dont la personnalité reste essentiellement distincte ;

Attendu que l'article 2 de la loi du 17 novembre 1897 autorise, il est vrai, la Banque de France à escompter des effets de commerce souscrits par des syndicats agricoles, mais que cette disposition n'a eu en vue que les sociétés de crédit émanées des syndicats depuis la loi du 1^{er} avril 1898 et dans l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 qui prévoit expressément les sociétés coopératives agricoles constituées par des

membres de syndicats professionnels agricoles :

Attendu enfin qu'il ne résulte nullement de l'article 9 de la loi du 19 avril 1905 que les syndicats agricoles aient été autorisés, pourvu qu'ils paient patente, à tenir boutique ou magasin de vente mais que seulement, si ces syndicats ont enfreint ainsi les règles de leurs institution, la situation qui en résulte les soumet, par le fait même, à la loi fiscale ; qu'il suit de là qu'aucune des lois qu'invoque le moyen n'a eu pour but et pour effet d'attribuer aux syndicats agricoles des droits plus étendus que ceux qu'ils tiennent de la loi du 21 mars 1884, est encourue lorsque les actes définies dans l'arrêt attaquée émanent non d'une société coopérative constituée par le syndicat en observant les textes qui la régissent mais bien de l'association syndicale elle-même, excipant d'une vocation propre et personnelle qui, à cet égard, lui est refusée par la loi ; par ces motifs ; rejette... (1). »

Il semble bien, d'après cet arrêt, que la jurisprudence n'abandonne aux syndicats professionnels qu'un rôle extrêmement restreint et que les syndicats devront se borner à l'étude et à la défense des intérêts agricoles de leurs membres par des moyens purement « académiques ».

1. *Bulletin de l'Office du travail*, juin 1908, p. 572.

En réalité, la Cour de cassation s'est montrée beaucoup plus libérale et comme on le verra plus loin, elle n'a rien enlevé aux droits que la jurisprudence antérieure avait reconnus aux syndicats en cette matière.

2° CRITIQUE DE L'ARRÊT

On peut ramener à trois, les griefs énoncés dans les motifs de l'arrêt :

- 1° Absence de commande préalable ;
- 2° Ouverture d'un magasin de vente au détail ;
- 3° Caractère lucratif des opérations.

A. — Absence de commande préalable

La Cour constate en effet que le syndicat mis en cause n'avait pas agi en vertu de commandes préalables et ne pouvait se prévaloir de ce qu'il n'aurait fait qu'exécuter un mandat aux termes du Code civil. La Cour paraît donc bien admettre que telle ne serait pas la solution si le syndicat avait agi en vertu d'un mandat. C'est ce qu'exprime en termes formels M. Laurent-Atthalin, dans son rapport :

« Nous tiendrons pour acquis, dit-il, que le syndicat agricole qui se borne à servir d'intermédiaire entre un de ses membres et un fournisseur ou entre plusieurs de ses membres groupant leurs commandes et un fournisseur ne commet aucune infraction. L'arrêt (de Nancy) le concède nettement et il ne condamne qu'après avoir, à deux reprises constaté que tel n'est pas le cas de l'espèce. »

« En effet, ajoute-t-il, la répartition pure et simple des marchandises entre les diverses personnes au nom desquelles et pour lesquelles l'achat a été effectué ne peut constituer une revente puisque ce sont les acheteurs eux-mêmes qui prennent livraison des marchandises et les consomment (1). »

Est-ce à dire que ce mandat doive être exprès, et que les syndicats pour ne pas sortir de leurs attributions ne devront acheter qu'en exécution d'un ordre écrit. En d'autres termes, les achats en prévision seront-ils défendus aux syndicats ?

La Cour ne s'est pas prononcé sur la question mais nous croyons que le mot « mandat » doit être entendu ici dans son sens le plus large. Tout mandat n'est pas forcément un mandat

1. Dalloz, 1908. 1, p. 40.

exprès et l'existence d'un mandat peut aussi bien ressortir des faits que d'un titre écrit ou d'une convention verbale. La validité d'un pareil mandat, dit *mandat tacite* n'est plus mise en doute par les auteurs et la jurisprudence (1).

Ne doit-on pas, dès lors, considérer comme agissant en vertu d'un mandat tacite, le syndicat qui, en prévision des besoins de ses membres, achète les marchandises qu'il sait devoir leur être nécessaires, qu'il s'inspire des commandes antérieures ou de tout autre circonstance, par exemple de la contenance de leurs exploitations. Or, on sait que dans la pratique, les syndicats ont toujours employé ce procédé. On ne saurait le leur interdire aujourd'hui sans jeter une perturbation profonde dans leur fonctionnement et sans les mettre dans l'impossibilité de rendre les services accoutumés aux petits cultivateurs, leurs clients habituels.

Le chef d'une grande exploitation calcule aisément les quantités d'engrais, semences, etc., qui lui seront nécessaires et fait ses commandes en conséquence aux époques les plus favorables, sauf à conserver en réserve les excédents de fournitures pouvant lui rester à la fin de la campagne.

1. Dalloz, *Jur. gén.*, cf. Maudat, 6. 88. *Supplément eod.*, 298.

Le petit exploitant au contraire n'a généralement ni le soin, ni le loisir de faire ses commandes avant le jour ou les matières premières lui sont nécessaires. Il se décide au dernier moment, veut être servi immédiatement et ne prendre livraison que des quantités dont il a besoin au jour le jour.

Le syndicat auquel il s'adresse pour ses achats est donc dans la nécessité de posséder des approvisionnements plus ou moins importants destinés à être écoulés ensuite à ses adhérents au fur et à mesure de leurs besoins.

Il y a en outre intérêt à ce que ces approvisionnements puissent être effectués, pendant les mortes-saisons, au moment où les prix sont plus favorables, les transports moins coûteux et plus rapides.

Il y a donc lieu de penser que si les syndicats poursuivis avaient procédé de la sorte, ils n'auraient pas été inquiétés. Ceux-ci au contraire achetaient de leur propre initiative sans se préoccuper de savoir, ni quels étaient les besoins de leurs membres, ni même quels étaient ceux d'entre eux qui s'approvisionneraient dans leurs magasins. Il est difficile de voir là, l'exécution d'un mandat même tacite.

C'est cette pratique que la Cour suprême a condamnée en relevant comme une infraction à

la loi de 1884 « l'absence de commandes antérieures aux achats ».

Le texte de son arrêt, sur ce point assez imprécis, n'énonce pas les motifs qui lui ont fait adopter cette manière de voir. Elle ne saurait dans tous les cas, avoir vu là un signe de commercialité, d'autant moins que ces pratiques sont d'un usage courant dans les coopératives de consommation et que celles-ci, à raison de ces actes, ne sont pas considérés comme faisant des opérations commerciales.

Il est plus probable que la Cour de cassation s'est refusé à encourager les syndicats à acheter, à l'instar des coopératives, en dehors de tout mandat exprès ou tacite, afin qu'ils ne soient pas exposés au danger d'acheter mal à propos, et sans être assurés que leur marchandises trouveront preneurs. C'est là, selon nous, un conseil plein de sagesse.

Ce risque, par sa nature commerciale, que peuvent supporter facilement les coopératives, grâce à leur capital social, aurait pour effet dans bien des cas, d'amener la ruine des syndicats dont les ressources et les moyens d'action sont plus limités.

La très grande majorité des syndicats ont été du reste, assez clairvoyants pour ne pas courir

de tels dangers et ont su s'éviter ainsi de fâcheuses désillusions.

B. — Ouverture d'un magasin de vente au détail

Un deuxième élément de fait, relevé à la charge du syndicat incriminé est la tenue d'un magasin de vente au détail de marchandises, telles que vêtements, produits alimentaires, etc.

Nous ne croyons pas que le fait de posséder des magasins puisse influencer sur le caractère civil ou commercial des opérations (1). Le Conseil d'Etat, on l'a vu précédemment, a toujours refusé de soumettre à l'impôt de la patente, les syndicats et les coopératives qui se bornent à servir d'intermédiaires à leurs membres, sans réaliser de bénéfices, quand bien même ils posséderaient un magasin de dépôt et de vente.

Mais dira-t-on (2) « la loi du 10 avril 1905 sur les patentes est venue changer cela, en considérant comme devant être soumis à la patente le syndicat, alors même qu'il répondrait aux conditions

1. Cf. article de M. Hittier, précité.

2. Cf. correspondance du Comité de la vente du blé, 25 juin 1908.

ci-dessus, s'il possède un magasin de vente ou de livraison au détail ». La loi du 10 avril 1905 ne dit pas tout à fait cela. En les déclarant passibles des droits de patentes, le premier paragraphe de l'article 9 ne vise que les coopératives et les économats qui possèdent des établissements, boutiques ou magasins pour la vente ou la livraison des denrées.

Le deuxième paragraphe prononce, au contraire l'exemption de la patente à l'égard des syndicats agricoles et des sociétés coopératives de consommation, pourvu qu'elles se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à les leur livrer dans leurs « magasins de dépôt. »

Il suffit du reste de se reporter aux travaux préparatoires de la loi (1) pour s'apercevoir que le critérium adopté par les auteurs de la loi était moins le fait de posséder un magasin de vente que l'intention pour le syndicat ou la coopérative de réaliser des bénéfices en vendant à tout venant.

Ainsi la question se ramène à une querelle de mots. Que si l'on entend par magasin de vente au détail, celui qui est ouvert non seulement aux syndiqués mais à tous les étrangers, nous dirons

1. Rapport de M. Merlou, *Journal officiel*, du 15 mai 1902 p. 389.

que celui-là ne saurait être la propriété du syndicat, mais que rien ne s'oppose à ce qu'un syndicat agricole ouvre, à côté de ses bureaux, une boutique, où seuls ses adhérents seront admis à s'approvisionner en détail, selon leurs besoins.

..

La Cour de Nancy avait retenu dans son arrêt du 27 novembre 1907, une circonstance accessoire, à savoir que les achats effectués par le syndicat de Consenvoye portaient sur des produits étrangers à la profession agricole.

L'arrêt de la Cour suprême ne la signale qu'incidemment et semble n'y attacher aucune importance.

Voici, en effet, comment s'exprime à ce sujet M. Laurent-Athalin dans son rapport (1) :

« Nous éviterons de nous arrêter à une distinction entre les objets qui comme les engrais, le matériel agricole, sont exclusivement destinés à la culture et ceux dont les prévenus, en l'espèce, tenaient aussi magasin, tels les objets d'alimentation, de vêture, d'éclairage, de quincaillerie, etc.

1. Dalloz, précité, p. 41.

« S'il est permis à un syndicat de revendre au détail, à ses adhérents sans avoir observé les formalités de la loi de 1867, du sucre, du blé, du sel, des pommes de terre pour les animaux, s'il peut fournir des huiles pour le nettoyage et le graissage des instruments pour l'éclairage des locaux agricoles, du charbon pour leur chauffage ou pour les moteurs, etc., pourquoi ne pourrait-il pas opérer de même et fournir des objets similaires ou identiques en vue de la nourriture, du chauffage, de l'éclairage de la vêture, du couchage du personnel agricole ? »

Sur ce point, et malgré les difficultés que peut présenter, dans la pratique, la distinction entre les objets d'utilité professionnelle et les autres, l'opinion de l'honorable rapporteur est-elle bien conforme à la loi ?

Il ne faut pas perdre de vue que le syndicat qu'il soit agricole ou industriel est essentiellement un organe de défense professionnelle et que s'il peut légitimement pratiquer la coopération d'achat, il ne peut le faire que dans la mesure ou l'article 3 de la loi de 1884 l'y autorise, c'est-à-dire dans les limites où ces opérations peuvent servir les intérêts de la profession.

Au surplus, disons-le de suite, il serait dangereux, qu'il en soit autrement. Les syndicats agricoles ont trop d'intérêt à se concilier les

sympathies du petit commerce dans les campagnes, pour ne pas lui faire concurrence en organisant, à côté de lui, de vrais bazars et de véritables épiceries. Cela est si vrai, que les promoteurs les plus éminents du mouvement syndical agricole n'ont jamais cessé de dissuader aux syndicats d'entrer dans cette voie (1).

C. — Caractère lucratif des opérations

Ce qui domine en réalité, dans les considérants de l'arrêt qui nous occupe, c'est la préoccupation de faire ressortir le but lucratif poursuivi par le syndicat, dans les actes qui lui sont reprochés.

La Cour attribue à ces opérations le caractère d'acte de commerce, dès l'instant où il y a « un bénéfice réalisé, si minime soit-il » et tel était bien le cas en l'espèce, puisqu'il était prévu dans les statuts du syndicat poursuivi que l'excédent des prélèvements opérés sur les reventes « pourrait constituer un bénéfice pour l'association » (2).

A la vérité l'article 632, alinéa 1^{er} du Code de

1. Congrès de 1900 ; Congrès de Nancy de 1909, p. 238.

2. Rapport de M. Laurent-Atthalin, p. 41.

commerce, réputé acte de commerce : « tout achat de denrées et marchandises pour les revendre » ; mais il est un autre élément essentiel dont il faut tenir compte, lorsqu'on veut déterminer la nature d'un achat pour revendre, c'est le but que poursuit l'auteur de l'opération. D'après la jurisprudence et la généralité des auteurs, l'achat d'une marchandise et l'intention de la revendre ne sont pas les seules circonstances indispensables pour constituer l'acte de commerce ; il doit s'y ajouter une troisième circonstance, l'intention de réaliser un bénéfice quel qu'il soit ; un achat, eût-il été fait en vue d'une revente, ne peut être un acte de commerce que si l'acheteur a eu pour objet de tirer profit de cette revente.

Tels sont les principes dont la Cour suprême a fait une stricte application. Elle a dénié aux syndicats en cause, le droit de poursuivre dans leurs achats pour revendre, la réalisation d'un bénéfice. Rien de plus. Elle leur reconnaît sous cette réserve, toute la liberté, nécessaire pour se livrer aux opérations d'achats et de ventes qu'ils ont toujours pratiquées.

Le rapport de M. Laurent-Atthalin contient à cet égard, une observation des plus importantes et qui limite de la façon suivante les droits actuels des syndicats agricoles :

« Ne fait donc pas acte de commerce le syndicat qui, servant d'intermédiaire pour le groupement des commandes de ses adhérents, traite directement avec le fournisseur, même s'il fait subir aux matières achetées une majoration qui représente simplement les déboursés et qui, s'il reste quelques profits, fait ristourne du trop-perçu à ses membres dans la proportion de leurs commandes respectives » (1).

(1) Une preuve que l'arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908 n'interdisait aux syndicats que la réalisation d'un bénéfice, a été fournie depuis lors par un jugement du Tribunal correctionnel d'Angoulême, en date du 19 novembre 1908. Nous ne saurions mieux faire que de reproduire le texte même du jugement dont les termes sont aussi simples que décisifs.

« Attendu que dans l'exploit susénoncé, les demandeurs ont fait assigner MM. de Saint-Romain, Grignon, Fougerat de Roffignac et de Riblanc en leur qualité de représentants du Syndicat agricole de La Rochefoucauld et comme étant chargés de son administration et de sa direction, pour ne s'être pas conformés à la loi en ne déposant pas les statuts dudit syndicat à la mairie de La Rochefoucauld, pas plus que les noms de ses administrateurs ou directeurs ; pour s'être livrés, depuis la création dudit syndicat, à la vente de diverses marchandises telles qu'engrais, grains et sons ; en raison du préjudice à eux causé, pour s'entendre condamner en mille francs de dommages-intérêts ;

Attendu, sur le premier chef de la demande, qu'il est établi que les défendeurs se sont régulièrement conformés aux prescriptions de la loi par le dépôt d'exemplaires de statuts du syndicat agricole qu'ils représentent tant à la mairie de La Rochefoucauld qu'au parquet du Tribunal de première instance d'Angoulême ;

Attendu, sur le second chef, qu'il résulte des débats et des

« En définitive, dirons-nous avec M. Rieul-Paisant, l'arrêt de la Cour de cassation n'a pas interdit aux syndicats de faire de la coopération, si l'on entend que la coopération est par essence un mandat gratuit et qu'elle comporte nécessairement la distribution entre les coopérateurs en fin d'exercice, sous forme de ristournes, de tout ce qui, dans une société ordinaire, constituerait un bénéfice. La Cour, pour poser une limite aux droits des syndicats agricoles, s'est conformée aux idées le plus généralement exprimées depuis vingt-cinq ans, dans les travaux préparatoires des diverses lois sur les associations et sur les sociétés agricoles, dont le rapport de M. Atthalin a fait une synthèse vigoureuse. On a toujours admis que les syndicats agricoles pouvaient faire « certaines opérations concernant l'industrie agricole », mais ils ne peuvent les faire qu'à titre de mandataires gratuits.

L'arrêt de la Cour de cassation concilie sur ce point, les dispositions limitatives de la loi de 1884 avec l'extension que la pratique a donnée

témoignages produits que les défenseurs ne se sont livrés à aucune opération qui pût avoir un caractère commercial, mais qu'ils se sont bornés uniquement à grouper des commandes pour le compte et au mieux des intérêts de leurs adhérents.

Par ces motifs, le tribunal acquitte, etc. . .

(Correspondance du Comité permanent de la vente du blé, n° du 28 février 1909).

aux attributions des syndicats, mais en limitant strictement ces attributions. Un prélèvement fixe, si minime soit-il, que fait un syndicat sur ces opérations donne à celles-ci le caractère d'actes de commerce, alors même que les bénéfices réalisés auraient une destination philanthropique. C'est ce qu'a déjà décidé pour un cas analogue le Conseil d'Etat, le 24 décembre 1897, dans l'affaire de la caisse rurale de Sermérien (Isère), déclarée imposable à la patente, parce qu'au lieu de ristourner ses bénéfices, elle les mettait de côté en vue de la création d'œuvres agricoles » (1).

1. Correspondance du Comité de la vente de blé, 25 juin 1905.

TROISIÈME PARTIE

PROJETS DE LOI RELATIFS A LA CAPACITÉ COMMERCIALE DES SYNDICATS

CHAPITRE VIII

Plusieurs projets de loi ont été déposés sur les bureaux du Parlement, depuis la promulgation de la loi du 21 mars 1884, entre lesquels une distinction générale s'impose. Les uns en effet, comme les projets de MM. Waldeck-Rousseau et Millerand, ont été le résultat, ou mieux l'expression de préoccupations purement doctrinales, d'idées toutes théoriques qui voyaient dans le syndicat un organe merveilleusement doué pour réaliser le progrès social et ouvrir à la classe des travailleurs des voies nouvelles. Les autres au contraire sont nés

des faits, et ont été directement inspirés par les difficultés qu'avait soulevées dans la pratique, l'application de la loi de 1884. C'est le cas des projets de MM. Ruau, Dubief-Millerand, et Gailhard-Bancel.

Pour M. Waldeck-Rousseau, le projet de 1899 devait être le couronnement de l'œuvre entreprise en 1884. En dotant les syndicats d'une capacité juridique plus grande et notamment en leur conférant les droits considérables de la capacité commerciale, M. Waldeck-Rousseau voulait les mettre en mesure de poursuivre avec un plein succès « l'accomplissement de réformes économiques nombreuses. »

« J'ai la conviction profonde, disait-il, que devenus capables de recevoir et d'employer les capitaux d'épargne, profitant des expériences faites, représentant une solvabilité incontestable, les syndicats professionnels doivent devenir des générateurs d'associations ouvrières, les agents décisifs de la grande évolution qui est à nos yeux la solution de l'avenir, l'accession du salariat à la propriété industrielle et commerciale » (1).

Dans les projets plus récemment déposés, la

1. Discours de Roubaix, cf. *Journal de Roubaix*, 2 mai 1898.

pensée des auteurs est tout autre. Ils se défendent de vouloir accorder aux syndicats le droit de faire du commerce ; ils ne font en somme que préciser les droits et les devoirs des syndicats, ce qu'ils peuvent faire et ce qu'ils ne doivent pas entreprendre, en un mot approprier le texte un peu vague de la loi de 1884 à la situation de fait des syndicats agricoles.

I. — Projet Waldeck-Rousseau-Millerand

A. — ÉCONOMIE DU PROJET

Déposé le 14 novembre 1899, le projet ministériel ne vint pas en discussion au cours de cette législature, mais il fut repris en 1902, par M. Millerand en son nom personnel, et repris encore par lui, le 12 juin 1906. En 1884, il faisait l'objet d'un volumineux rapport de M. Barthou, rapporteur de la commission du travail, qui adoptait dans ses grandes lignes le projet des ministres.

Nous ne parlerons que des modifications apportées par lui à la question qui nous intéresse.

Le projet propose d'accorder aux syndicats la faculté de faire des actes de commerce.

« Les syndicats pourront, dit l'article 6, faire des actes de commerce en se conformant aux dispositions ci-après ; »

Si l'on recherche quelles sont ces dispositions, on voit qu'elles consistent tout simplement dans la formation d'une société à responsabilité limitée, dispensée des règles édictées par la loi du 24 juillet 1867. Ces dispositions ne sont pas des mesures restrictives ou de prudence, elles sont tout le contraire. L'exposé des motifs prend soin de nous le dire.

« Le but de la loi est de faciliter la constitution des sociétés commerciales syndicales à responsabilité limitée. »

En effet, d'après le projet de loi :

1° Le syndicat pourra être propriétaire de la totalité des actions ;

2° Les syndiqués auront le droit d'être administrateurs sans être porteur individuellement de parts ou d'actions ;

3° L'assemblée générale sera formée de mandataires désignés par le syndicat.

Actuellement déjà, rien ne s'oppose à ce que les membres du syndicat, s'ils sont au nombre de sept au moins, créent parallèlement au syndicat une société commerciale, ou le syndicat

pourra être actionnaire, mais non pas le seul. De plus, les membres du conseil d'administration doivent être personnellement actionnaires. Le projet modifie tout cela, en aiguillant les syndicats dans la voie commerciale. Au surplus personne ne s'est trompé sur les intentions du gouvernement à cet égard et M. Waldeck-Rousseau s'illusionnait quand il pensait que les syndicats accueilleraient cette innovation avec reconnaissance et se réconcilieraient du coup avec le régime capitaliste.

B. — COMMENT FUT ACCUEILLI LE PROJET ?

Une opposition très vive se manifesta dès son apparition contre le projet du gouvernement qu'on considéra comme « une tentative de désorganisation syndicale. »

Voici la résolution prise en 1900 par la Fédération des bourses du travail, à propos du projet étudié :

« La Fédération des bourses du travail, après avoir examiné les modifications à la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels proposées par le gouvernement, considère :

« 1^o Que celles d'entre elles qui ont pour objet

d'autoriser les syndicats à faire de leurs ressources un usage commercial, auraient pour effet de dénaturer le rôle des organisations corporatives en y attirant les hommes exclusivement inspirés de l'esprit de lucre et en écartant ceux qui considèrent le syndicat comme devant être avant tout une société de résistance à l'exploitation capitaliste » (1).

Le Congrès de la Fédération centrale du parti ouvrier français, réuni à Montluçon, le 8 mars 1900, joignait en ces termes ses protestations à celles des Bourses du travail :

Le Congrès invite les députés socialistes à réprouver ce projet de loi, véritable piège tendu par l'homme du grand patronat aux chambres syndicales ouvrières pour dénaturer leur action, leur faire immobiliser dans des entreprises industrielles et commerciales leurs fonds, afin qu'ils ne soient pas disponibles au moment des grèves. C'est une tentative qui désorganise les syndicats en leur faisant courir les risques des entreprises et opérations bourgeoises pour lesquelles ils ne peuvent être outillés ni en hommes, ni en argent (2).

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires de la Chambre, 1904, p. 81. Rapport de M. Barthou.

2. *Journal officiel*, Documents parlementaires de la Chambre, 1904, pages précédente et suiv.

Au cours d'une enquête ouverte en 1900 par le journal l'*Aurore*, un grand nombre de syndicats faisaient connaître une opinion semblable.

Voici en quels termes M. Keufer, secrétaire générale de la Fédération du livre, exprimait son opinion :

« Formés déjà avec tant de peines, au prix de persévérants efforts et de lourds sacrifices, les syndicats ouvriers devenant industriels et commerçants seraient voués aux plus funestes divisions, à la désagrégation rapide par la poursuite exclusive d'intérêts matériels, par les inévitables soucis, les rivalités, les difficultés d'argent et d'administration. Les syndicats devenus de simples sociétés de production, absorberaient les efforts des hommes les plus actifs, les plus dévoués, pour des résultats douteux et enfin on détournerait les syndicats de leur véritable et normale destination : la défense des intérêts généraux corporatifs du prolétariat, pour en faire des sociétés mercantiles, capables seulement de satisfaire les intérêts d'un petit nombre d'ouvriers. »

Dans les milieux agricoles, le projet ne fut pas accueilli avec plus d'enthousiasme.

M. Boullaire, dans un rapport à l'Union cen-

trale (1), analysant le projet, estime que la législation projetée serait en un sens favorable aux syndicats agricoles, mais il la reconnaît imparfaite et demande des additions. « Evidemment, dit-il, cette création vise surtout les syndicats ouvriers. Il s'agit en un mot de faciliter aux syndicats ouvriers l'accès des adjudications et des entreprises de travaux qui pourront procurer à leurs membres de légitimes bénéfices. Les syndicats agricoles n'ont pas, comme les syndicats ouvriers, à entrer dans cette voie. »

D'autre part, le Comité du contentieux de l'Union du Sud-Est avait confié à MM. Durand et Voron une étude à faire du projet au point de vue juridique, économique et social.

Il résulte de ces travaux que le projet Waldeck-Rousseau précise mieux les droits des syndicats, mais contient des *innovations inquiétantes* qui compromettraient l'idée syndicale et l'avenir des syndicats (2).

C. — EXAMEN CRITIQUE DU PROJET

Il était naturel que de pareilles appréhensions se manifestent dans les milieux ouvriers qui ne

1. *Bulletin*, décembre 1899.

2. *Bulletin*, décembre 1900.

voient dans le syndicat qu'une organisation de combat et pour lesquels, le seul but à poursuivre est la lutte de classes. Mais, même si on se cantonne sur le terrain strictement professionnel et économique, le projet renferme des dispositions éminemment dangereuses.

Les syndicats, qu'ils soient industriels ou agricoles, ne sont, il faut le reconnaître, que très peu préparés à la tâche infiniment délicate et difficile qu'on appelle une entreprise commerciale ; or, les tentatives qu'ils feront ne seront-elles pas suivies de nombreuses déceptions et de ruines ?

« Tout leur manquerait, dit M. Martin Saint-Léon, pour prospérer, le crédit tout d'abord, puis la connaissance des affaires, l'étude des facteurs si complexes de la production et du marché.

« L'issue fatale n'est guère douteuse, la grande majorité de ces sociétés syndicales sombreraient et dès lors, on n'aperçoit pas le bénéfice que la classe ouvrière aura retiré de ces tentatives avortées.

« Le syndicat sortira affaibli, diminué matériellement et qui pis est, moralement d'une telle crise (1) ».

1. *Musée social*, 1904, p. 466.

Au surplus, n'est-il pas à craindre que la concurrence commerciale que se feraient les sociétés vendant le même produit ne soit un élément de discorde entre elles et ne rompe la bonne entente qui règne entre les syndicats actuellement.

Enfin, il n'est pas douteux que le projet ne compromette gravement les droits des tiers, en rendant inapplicables les dispositions de la loi de 1867 qui garantissent ces droits. Ainsi aux termes de l'article 44, les administrateurs sont responsables individuellement ou solidairement envers la société ou envers les tiers, soit des infractions aux dispositions de la loi, soit des fautes qu'ils auraient commises dans leur gestion, notamment en distribuant ou en laissant distribuer sans opposition des dividendes fictifs. Et pour que cette responsabilité soit effective, l'article 26 de la loi de 1867 oblige les administrateurs à être propriétaires d'un nombre d'actions déterminé par les statuts. Ces actions sont affectées en totalité à la garantie des actes de la gestion, elles sont nominatives, inaliénables, frappées d'un timbre constatant l'inaliénabilité et déposées dans la caisse sociale.

Voilà pour la responsabilité pécuniaire des administrateurs. Quant à leur responsabilité pénale elle est établie par les articles, 13, 14,

15, 16, 45, qui prévoient des amendes de 500 à 10.000 francs et rend les administrateurs passibles d'une peine de 15 jours à six mois d'emprisonnement, pour inobservation des formalités légales.

Or, que deviendraient ces dispositions qui ont pour but de défendre l'épargne contre les manœuvres des spéculateurs et des créateurs de sociétés douteuses, s'il suffisait à une société de prendre l'apparence d'une association syndicale pour pouvoir s'y soustraire en remplaçant les administrateurs par des mandataires sans responsabilité ?

1. M. Martin Saint-Léon a signalé un exemple de fraude qui pourrait être fréquent. Des industriels malhonnêtes qui désireront vendre leurs fonds, formeront un syndicat à titre ronflant puis fonderont à côté du syndicat, une société commerciale annexe à laquelle les syndiqués apporteront leurs usines estimées à un prix exorbitant. Au début, le syndicat sera seul propriétaire des actions de la société, mais bientôt, car rien dans le projet ne lui est interdit, il écoulera dans le public les titres ainsi majorés en éludant les prescriptions de la loi de 1867 relative à l'évaluation des apports (*Musée social*, p. 173).

CHAPITRE IX

PROJET DE M. RUAU, MINISTRE DE L'AGRICULTURE

En présence de l'émotion si générale et si vive qu'avait provoquée parmi les agriculteurs l'arrêt de la Cour suprême et pour répondre aux pétitions journalières dont le gouvernement était assailli, le ministre de l'Agriculture déposait, le 19 juin 1908, un projet de loi relatif à la constitution et au fonctionnement des syndicats dits « syndicats économiques » agricoles.

Le 18 décembre 1908, M. Gailhard-Bancel et plusieurs de ses collègues déposaient une nouvelle proposition de loi en opposition avec le projet ministériel, tendant à consacrer par des dispositions appropriées à la situation de fait des syndicats agricoles, la légalité de leur action coopérative.

De son côté, le 2 avril 1909, la Commission du travail se prononçait contre l'adoption du projet Ruau, et présentait un contre-projet rédigé par

MM. Dubief et Millerand qui rappelle dans son ensemble la proposition Gailhard-Bancel. Il importe d'étudier séparément ces diverses propositions.

1^o Caractères du projet Ruau

Ce qui caractérise le projet du ministre de l'Agriculture, c'est la création à côté des syndicats agricoles actuels, d'un organisme nouveau appelé « syndicat économique agricole ». Le syndicat économique serait une association créée, comme les sociétés coopératives, par le syndicat agricole primitif et qui fonctionnerait sous son patronage, tout en conservant son autonomie propre :

Article 1^{er}. — Les syndicats économiques agricoles composés uniquement d'agriculteurs ont pour but, à condition toutefois d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, de servir d'intermédiaires à leurs membres.

1^o Soit pour l'achat en commun des engrais, machines, instruments et appareils, des semences, plants, animaux et matières alimentaires pour le bétail, des produits nécessaires à l'exploitation du sol, la destruction des insectes ou

animaux nuisibles et la lutte contre les maladies cryptogamiques et les intempéries ;

2° Soit pour la vente des produits et des animaux provenant exclusivement des exploitations des syndiqués, en facilitant cette vente, par des expositions, annonces, publications, groupement de commandes et d'expéditions ;

3° Soit pour passer des marchés avec les administrations publiques.

Ce dernier paragraphe a été ajouté par la Commission de l'agriculture de la Chambre qui a adopté, sans autres modifications, le reste du projet.

Les syndicats économiques ont donc pour objet unique de servir « d'intermédiaire gratuit ». Toute capacité commerciale leur est par ce fait refusée. Ils peuvent acheter et vendre à titre de mandataire, mais sans pouvoir jamais prélever de bénéfices sur leurs opérations, encore les produits qu'ils pourront mettre à la disposition de leurs membres font-ils l'objet d'une énumération limitative dans le texte, ce qui exclut, comme le précise rigoureusement l'exposé des motifs, toutes les matières alimentaires pour l'homme (sucres, chocolat, légumes de conserves) articles d'épicerie (savons, huiles) et de quincaillerie, et objets de vêtements, etc.

Les syndicats nouveaux pourront donc

comme les syndicats anciens, recevoir de leurs membres le mandat gratuit d'acheter en gros pour leur compte, mais ils ne pourront pas faire davantage. Ils ne devront pas réaliser de bénéfices commerciaux c'est-à-dire « ne pas majorer d'une façon exagérée, à leur profit, les prix d'achat et de vente comme le ferait un commerçant, mais effectuer un simple prélèvement, une majoration destinée seulement à couvrir les frais de gestion, que ce soit pour l'achat en commun ou pour la vente des produits récoltés par les syndiqués » (1). Et par frais généraux, le rapport entend les frais d'achat, de loyer, d'amortissement des immeubles nécessaires aux syndicats. Si la majoration dépasse ces frais elle devra être ristournée à chaque syndiqué proportionnellement aux opérations faites par lui.

C'est la thèse même qu'a adoptée la Cour de cassation et qui se trouve développée par M. Laurent-Atthalin dans son rapport.

Si donc la loi nouvelle n'ajoute rien à la capacité des syndicats, quel avantage les syndicats agricoles auraient-ils à se transformer en syndicats économiques !

1. Rapport Decker-David, *Journ. off. Doc. parl.*, p. 134.

2^e Défauts du projet

Au contraire, loin d'être avantageux le projet nous paraît plein de dangers pour l'avenir des syndicats agricoles.

Des deux catégories de groupements qu'il établit, les uns seront voués à la défense théorique des intérêts professionnels et à la propagation des institutions de prévoyance, de mutualité, d'enseignement, etc., les autres seront réduits à jouer uniquement le rôle de courtiers entre les syndiqués et le commerce de gros (1). Les habitants des campagnes attachés à leurs habitudes ne comprendront pas l'utilité de ce dédoublement, et renonceront avec peine au mode d'association qui leur aura donné toute satisfaction.

D'autre part les avantages matériels immédiatement pratiques que les syndicats économiques offriront à leurs adhérents feront abandonner toutes les institutions de prévoyance et de mutualité qui sont l'honneur des syndicats agricoles.

L'expérience a démontré, que pour amener les populations rurales aux idées de mutualité auxquelles elles sont souvent réfractaires, il est nécessaire de commencer à donner une satis-

faction directe à leurs besoins quotidiens, c'est-à-dire leur procurer des engrais, semences, machines, etc.

« Tout syndicat, écrit M. Salmon-Legagneur, qui veut s'affranchir complètement de ces préoccupations d'ordre matériel est voué à un échec certain. Scinder l'œuvre des syndicats pour ravalier les uns à l'emploi de simples commissionnaires en marchandises et confiner les autres dans les études d'ordre spéculatif serait fatalement amener la ruine d'institutions qui sont à la fois des instruments de progrès matériels et des écoles d'éducation morale et sociale. »

*
**

Mais là n'est pas le seul défaut du nouveau projet de loi. Tandis que la Cour de cassation, en exigeant l'existence de commandes préalables, ne condamnait pas expressément l'usage du mandat tacite, le projet de loi se prononce formellement en sens contraire, en exigeant une commande *ferme et préalable*.

Sans doute le rapporteur fait remarquer que dans la pratique, il faudra laisser aux syndicats une certaine liberté et qu'ils pourront particulièrement pour les engrais et les matières alimen

taires nécessaires à l'alimentation du bétail, acheter par mandat tacite, en se basant sur les achats faits et sur les commandes des exercices précédents, mais en l'absence d'un texte spécial, les tribunaux seront-ils obligés d'établir cette distinction entre les divers produits énumérés dans la loi ?

..

Le projet de loi a aggravé sur un autre point la situation faite aux syndicats par la loi de 1884, en interdisant aux syndicats économiques de constituer des Unions ; du moins le projet est-il muet sur ce point ; ce qui pour le ministre équivaut à une interdiction. « Nous leur refusons, dit-il, la faculté de constituer des Unions » (1).

Pour le rapporteur du projet au contraire ce silence implique autorisation. « Nous ne croyons pas, dit-il, que le fait de prévoir dans la loi que les syndicats agricoles d'achat et de vente pourront s'unir et celui de ne pas leur étendre le bénéfice de l'article 5 de la loi du 21 mars 1884, puissent signifier que ces syndicats n'auront pas le droit de constituer des groupements au deuxième degré » (2).

1. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1908, p. 590.

2. *Journal officiel*, Documents parlementaires, 1908, p. 139.

Quelle garantie peut présenter un projet si diversement interprété par ses auteurs ? N'est-on pas en droit de craindre que les tribunaux ne répondent comme le ministre que ce principe ne peut s'appliquer aux syndicats économiques, la loi déterminant limitativement leur attribution et leur capacité et punissant tout acte fait en dehors de ces limites.

*
* *

De même encore, le projet ne contient aucune disposition relative au droit, pour un syndicat, d'insérer dans ses statuts que tout membre de ce syndicat fera de droit partie du syndicat économique qui lui est juxtaposé et que le Conseil et le bureau de l'un seront toujours ceux de l'autre. Le rapporteur estime que la non-interdiction vaut autorisation. Il reste à savoir si les tribunaux seront du même avis et ne verront pas dans cette unité statutaire du personnel de deux associations une fraude à la loi nouvelle qui tend précisément à écarter toute confusion entre les groupements à but lucratif et ceux à but d'utilité pratique.

Que vont devenir dès lors les 4.000 syndicats agricoles existant dont a parlé le ministre ? Pour

conserver les institutions économiques qu'ils ont organisées, il faudra donc qu'ils se dissolvent et qu'ils se reconstituent en adoptant la forme nouvelle. Et par suite, cessant d'être des syndicats professionnels pour devenir de simples associations coopératives, ils perdront tous les droits si importants qui leur avaient été conférés par la loi de 1884, et dont le projet nouveau ne fait plus mention (1).

3^e Avantages apparents du projet

Mais, dira-t-on, l'article premier n'accroît-il pas singulièrement la capacité des syndicats agricoles : 1^o En leur donnant le droit de participer aux adjudications militaires.

2^o En les autorisant à se rendre acquéreurs non seulement des immeubles nécessaires à

1. D'après le projet Ruau, les syndicats d'outillage agricole, propriétaires de machines qu'utilisent leurs membres, ne seraient pas non plus licites et on connaît pourtant les services que ces syndicats rendent, aux petits et moyens cultivateurs, pour lesquels l'achat personnel d'une batterie mécanique par exemple, est une dépense trop lourde pour leurs moyens et hors de proportion avec l'importance de l'exploitation de chacun d'eux. Cf. Rapport, p. 136.

leurs réunions, mais encore ceux nécessaires au dépôt des marchandises et produits.

.
Les avantages sont ici encore plus apparents que réels. Sans doute, le syndicat pourra prendre part aux fournitures de la guerre, à titre de commissionnaire ou plus précisément à titre de mandataire gratuit. Mais cela n'est que l'exercice normal du droit qui leur a toujours appartenu d'intervenir comme mandataire.

Pour ce qui touche au droit de posséder des immeubles nécessaires aux dépôts de marchandises et produits, que l'article 2 confère aux syndicats agricoles, il suffit de faire remarquer que ce droit a été reconnu implicitement dans l'article 9 de la loi du 19 avril 1905, aux termes duquel : ne sont pas soumis à la patente les syndicats agricoles et les sociétés coopératives de consommation, qui se bornent à grouper les commandes de leurs adhérents et à distribuer dans leurs magasins de dépôts, les denrées produits ou marchandises qui ont fait l'objet de ces commandes.

On ne peut dire plus nettement que les syndicats agricoles peuvent avoir des dépôts de ce genre.

Ainsi, sur les deux points où le projet paraît concéder de nouveaux droits aux syndicats, il se

borne en réalité à consacrer des droits qui leur étaient déjà reconnus, en vertu de la loi de 1884.

4^o Défaut d'une loi spéciale

Mais une autre objection se révèle à l'examen du projet de loi et qui résulte de ce que ses dispositions ne s'adressent qu'aux syndicats agricoles seuls.

Qu'arriverait-il en effet, si le projet Ruau était voté ? On arriverait à ce résultat pour le moins étrange, que les syndicats professionnels de l'industrie et du commerce se trouveraient du jour au lendemain privés du droit d'agir comme mandataires gratuits, en vertu même de la loi du 21 mars.

En vain objecterait-on, que les syndicats d'artisans ou d'ouvriers se livrant régulièrement à des opérations d'achats et de ventes, sont infiniment rares (1).

On peut envisager l'hypothèse très vraisemblable d'une catégorie quelconque de métiers dont les ouvriers auraient à se procurer eux-

1. Comme exemple, on peut citer le cas de syndicats de coiffeurs procurant à leurs membres les objets nécessaires à la profession, ciseaux, rasoirs, brosses, etc...

mêmes soit leurs instruments, soit leurs matériels.

En définitive, le texte spécial voté en faveur des syndicats agricoles aboutirait à l'étonnant résultat de ne rien accorder de plus aux syndicats agricoles et de priver d'un avantage considérable les syndicats du commerce et de l'industrie (1).

Pour cette raison, nous croyons qu'un projet de révision de la loi de 1884 ne doit pas être spécial à une catégorie de syndicats, mais doit embrasser tous les syndicats professionnels (2).

Opposer les travailleurs des champs aux travailleurs des villes, en accordant aux premiers des faveurs refusées aux seconds, ce serait méconnaître la solidarité qui existe entre tous les travailleurs d'un même pays.

« Ce serait, suivant l'expression de M. Mille-
rand, au point de vue social, une faute irréparable, d'abord parce que, loin d'élever des murs entre la démocratie urbaine et la démocratie rurale, il est de l'intérêt social que se multiplient

1. Rapport de M. G. Cahen, *Bulletin de la Société d'études législatives*, 1909, n° 4.

2. L'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France réunie en assemblée générale extraordinaire le 20 novembre 1908 émettait un vœu hostile au projet ; considérant, disait le texte adopté, que sans réclamer pour les syndicats agricoles un statut spécial, sans séparer leur cause de celle des syndicats professionnels, etc...

leurs points de contact, ensuite parce que, s'il est vrai que les syndicats agricoles ont eu, de leur destination et de leur utilité propre, une conception différente de celle des syndicats commerciaux et industriels, il faut pour le bien commun au lieu de les opposer, rapprocher les méthodes de ces deux catégories de syndicats afin qu'elles se pénètrent et se complètent. Les syndicats industriels ont tout à gagner à prendre à l'école des syndicats agricoles des leçons de réalisme pratique et il n'est pas d'autre part inutile que les syndicats agricoles puisent dans l'exemple des syndicats industriels le souci nécessaire et noble des conceptions théoriques » (1).

5° **Accueil fait au projet Ruau dans les milieux agricoles**

Opinions hostiles. — Dès son apparition le projet fut l'objet de protestations nombreuses. L'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France qui groupe 1.500 syndicats et 600.000 membres, commençait, en juillet 1908, une campagne effrénée par l'organe de son président M. Delalande.

1. Discours prononcé au cercle républicain de Versailles le 24 février 1905.

« Il ne faudrait pas, écrivait-il, se laisser prendre aux apparences modestes et aux allures bénignes de ce projet de loi. Sous couleur de remédier en quelque mesure, à la situation fâcheuse qu'un arrêt récent de la Cour de cassation vient de faire aux syndicats agricoles, il porte en réalité au mouvement syndical, le coup le plus grave qu'il ait encore subi » (1).

Avec raison, l'auteur reproche ensuite au projet de bouleverser les cadres actuels de l'organisation agricole, en interdisant au syndicat du nouveau type de s'unir entre eux. Les syndicats anciens qui voudront user des bénéfices de la loi nouvelle devront abandonner l'union centrale ou l'union régionale dont ils font partie. C'est le bouleversement de ces grandes institutions, c'est la diminution certaine de leur influence, c'est un coup fatal porté à leur unité.

Ces critiques étaient accentués encore par des discours prononcés à Mende et à Rodez les 20 et 24 septembre 1908, par un délégué de l'Union centrale, M. Ricard (2).

Le 20 novembre 1908, le projet faisait l'objet d'une longue discussion, à l'Union centrale réunie en assemblée générale extraordinaire

1. *Bulletin* du 1^{er} août 1908.

2. *Bulletin* du 1^{er} novembre 1908.

à la suite de laquelle, elle émettait le vœu :

« Que la loi du 21 mars 1884 soit complétée sans retard par des dispositions qui confirment et augmentent la faculté de posséder accordée aux syndicats professionnels et qui autorisent les syndicats, à faire pour le compte de leurs membres, toutes les opérations d'achat et de vente concernant l'exercice de leur profession; et qu'en attendant le vote d'une loi qui donne satisfaction à ce vœu, il ne soit exercé aucune poursuite contre les syndicats professionnels à raison des opérations auxquels ils se livrent depuis plus de vingt ans » (1) (2).

Dans les motifs qui précèdent ce vœu, il est fait grief au projet de loi, de créer deux catégories de syndicats agricoles, cette dualité étant de nature à jeter le trouble dans le fonctionnement des syndicats agricoles qui sont et entendent rester des associations professionnelles.

L'Union des syndicats agricoles des Alpes et Provence, puis l'Union du Sud-Est et la Société

1. *Supplément au Bulletin* du 1^{er} décembre 1908.

2. Dans la séance du 17 novembre 1908, M. Ruau, ministre de l'Agriculture répondant à une question de M. Noulens, annonçait que d'accord avec son collègue le garde des Sceaux et tout le Conseil des ministres, les parquets n'intenteraient pas de poursuites contre les syndicats avant le vote du projet.

des agriculteurs de France faisait entendre les mêmes protestations et adoptaient à peu près le même vœu. En même temps, l'Union des syndicats agricoles du Périgord et du Limousin partait en guerre à son tour, et formulait des griefs nouveaux contre le projet, auquel elle reprochait de créer des syndicats économiques qui seraient alimentés par les fonds du crédit agricole, soumis par suite à l'inspection des agents de l'Etat, et ne tarderaient pas à transformer en « institution étatiste » le syndicalisme agricole (1).

Plus récemment, la Société des agriculteurs de

1. Dans des articles publiés dans différents journaux de la presse quotidienne, M. de Gailhard-Bancel a étudié les conséquences du projet de loi à ce point de vue. Il a montré qu'en appliquant aux syndicats économiques l'article 4 de la loi du 29 décembre 1906 relative aux coopérations agricoles, le projet de loi les mettait sous le coup des règlements d'administration publique qui déterminait les conditions dans lesquelles on peut bénéficier des avantages de cet article, c'est-à-dire à se voir soumis au contrôle administratif. Voici en effet ce que dit l'article 4 de cette loi de 1906 : « Les demandes d'avance émanant des sociétés agricoles devront indiquer d'une manière précise l'emploi des fonds sollicités *elles seront présentées au gouvernement* par l'intermédiaire des caisses régionales de crédit agricole mutuel ». Ainsi, en rendant applicable cet article 4 aux syndicats économiques, il apparaît que l'administration se réserve le droit, sans le dire explicitement d'octroyer des avances aux syndicats économiques et de les favoriser au détriment des syndicats professionnels (Cf. *Bulletin de l'Union centrale*, 1^{er} juin 1909).

France se prononçait contre l'adoption du projet Ruau, et, le 12 janvier 1909, son assemblée émettait le vœu qu'il ne soit créé aucune nouvelle catégorie de syndicats agricoles, mais qu'une loi interprétative de la loi de 1884 reconnaisse explicitement aux syndicats professionnels, la capacité légale à faire toutes les opérations pratiquées par eux jusqu'à ce jour.

Enfin, une circulaire en date du 1^{er} avril 1909, adressée par l'Union centrale aux présidents de chambres de commerce, mettait en relief le danger que ferait courir au petit commerce, le projet déposé par le ministre de l'Agriculture.

Si le projet était déposé, dit en substance la circulaire, les syndicats agricoles, pour continuer à rendre les services d'ordre social qu'ils assurent aux populations agricoles, ne pourraient accepter de former des syndicats économiques.

Ils seraient nécessairement amenés à fonder des coopératives. Peu après la promulgation de la loi, on verrait s'établir sur toute la France un vaste réseau de coopératives, pouvant vendre légalement toutes espèces de produits même sans caractère professionnel, et vendre au plus bas prix possible à tout venant.

Le commerce a en effet un intérêt évident à ce

que les syndicats ne soient pas amenés à constituer à côté d'eux des associations coopératives qui lui feraient une concurrence d'autant plus redoutable que ces coopérateurs ne seraient pas limités dans leurs opérations, ni par la nature des produits, ni par l'obligation d'appartenir à une profession déterminée.

Bref, l'assemblée générale des présidents de chambres de commerce, tenue à Paris, le 8 mars 1909, adoptait une résolution « nettement défavorable à l'adoption du projet de loi déposé par M. Ruau, et qui reconnaissait par contre aux syndicats professionnels, le droit de faire des achats en commun. »

6^e Opinions favorables au projet

Il importe tout d'abord de rectifier une erreur qui s'est glissée dans le rapport de M. Decker-David. L'honorable rapporteur paraît faire état de l'adhésion que la délégation de l'Union centrale, entendue par la Commission de l'agriculture, aurait donnée au principe du projet de loi. Il est regrettable que les propos attribués aux délégués de l'Union centrale aient été à ce point dénaturés. L'Union centrale a d'ailleurs pro-

testé contre une telle inexactitude, et a fait connaître sa véritable pensée dans son *Bulletin* du 1^{er} juin 1909.

« Les délégués ont au contraire, dit le *Bulletin*, insisté énergiquement sur le mandat qu'ils avaient reçu, de réclamer un article additionnel à la loi du 21 mars 1884, autorisant les opérations d'achat et de vente, se rattachant à la profession qu'il considèrent, comme rentrant dans les attributions nécessaires au fonctionnement des associations professionnelles ».

Le projet du gouvernement a cependant obtenu l'approbation d'un groupement de formation toute récente, et qui porte le nom de « Fédération nationale des syndicats agricoles de France ».

Sans nous arrêter aux critiques dont cette jeune fédération a été l'objet, et sans rechercher s'il est vrai qu'elle soit dirigée par une majorité de fonctionnaires, professeurs d'agriculture et autres, complaisants plus que de mesure à l'égard d'un projet ministériel, nous constaterons seulement que les raisons qu'elle donne de son adhésion au projet, ne paraissent pas déterminantes.

Voici en effet, le vœu qu'elle émettait dans une réunion tenue au Musée social, le 9 décembre 1908.

La Fédération : reconnaissant qu'il n'est pas désirable de voir attribuer aux syndicats agricoles, le droit de faire au profit de leurs membres sans restriction, ni limites, toutes opérations d'achat et de vente, *ce qui équivaldrait en définitive à permettre à tout groupement de faire un commerce sans payer patente*

Désireux de laisser les syndicats professionnels poursuivre leur œuvre éminemment sociale en dehors de toute préoccupation matérielle et financière, donne son adhésion au projet de loi déposé par le gouvernement, sous réserve que les syndicats économiques issus des syndicats professionnels, comme le sont les caisses de crédit et les sociétés d'assurances mutuelles, puissent également servir d'intermédiaire à leurs membres pour l'utilisation en commun et la réparation des machines agricoles : émet le vœu que ledit projet de loi soit le plus tôt possible rapporté, discuté et voté par le Parlement » (1).

On remarquera d'abord que la Fédération fait une confusion dangereuse en déclarant que toutes les opérations d'achat et de vente constituent des actes de commerce et pour cela doivent être proscrites. Elle semble même se contredire et

1. *Journal officiel*, 1908, Documents parlementaires, p. 143.

méconnaître le texte du projet qu'elle vise, lequel reconnaît au syndicat agricole le droit de servir de *commissionnaire gratuit* pour l'achat et la vente des marchandises, sans pour cela, leur reconnaître la capacité commerciale.

Quant à préconiser la dualité des syndicats, d'un côté les « syndicats de progrès social » de l'autre le syndicat de « satisfactions économiques », c'est montrer qu'on connaît mal le monde agricole. M. Hitier l'a fort justement observé :

« Si on veut voir dit-il, se développer les services d'ordre social du syndicat, il faut au contraire souder étroitement ce qu'on prétend séparer. Il faut amener le paysan au syndicat et l'y retenir par l'appât, si l'on peut dire, des avantages d'ordre économique, d'ordre matériel, des avantages tangibles. Puis, dans ce même syndicat dont il comprend l'utilité au point de vue de ses intérêts immédiats, on développera petit à petit, l'œuvre de progrès social. La seconde plante plus frêle croîtra à l'ombre et sous la protection de la première plus robuste et plus forte » (1).

1. *Revue d'économie politique*, janvier 1909.

CHAPITRE X

PROPOSITION DE M. DE GAILHARD-BANGEL (1)

A. — ARTICLE UNIQUE

Les syndicats professionnels, institués par la loi du 21 mars 1884, pourront, à la condition d'être administrés gratuitement et de ne pas réaliser de bénéfices commerciaux, acheter pour les revendre à leurs seuls membres toutes matières, animaux, machines, instruments et généralement tous les objets propres à l'exercice de leur profession ou métier, et faire pour eux toutes opérations de vente des produits de la profession ou du métier. Ils pourront posséder eux-mêmes, ces objets pour les mettre à la disposition de leurs membres, par prêts ou location en vue de l'exercice de leur profession ou métier.

1. *Journal officiel* du 19 décembre 1908.

Ils pourront employer les sommes provenant de leurs réserves, toutefois ils ne pourront acquérir d'autres immeubles que ceux qui seront nécessaires à leurs réunions, à leurs bibliothèques, à des cours d'instruction professionnelle, à des champs d'expérience, à des ateliers d'apprentissage, à des magasins de dépôt de marchandises ou autres objets visés au paragraphe précédent.

Déposée sur le bureau de la Chambre le 18 décembre 1908, la proposition fut renvoyée à la commission de l'agriculture qui la rejeta, réservant ses préférences au projet du ministre.

B. — AVANTAGES DE LA PROPOSITION

La proposition de M. de Gailhard-Bancel diffère de la précédente, en ce qu'elle étend à tous les syndicats, sans distinction, la capacité d'achat et de vente au lieu de ne la conférer qu'aux seuls syndicats agricoles.

« Nous avons cru, dit l'honorable député dans l'exposé des motifs, étendre notre proposition à tous les syndicats professionnels, au lieu de la limiter aux syndicats agricoles. Il se peut, en effet, qu'un syndicat de petits commerçants soit

sollicité par ses membres, d'acheter au prix du gros, des marchandises que ceux-ci, abandonnés à eux-mêmes, ne pourraient acheter qu'au prix du demi-gros ou à des conditions de qualité et de crédit moins avantageuses. »

Il est également possible que des ouvriers ou des ouvrières, trouvent un avantage à se procurer leurs instruments de travail ou à vendre des objets de leur fabrication par l'intermédiaire de leurs syndicats. Pourquoi ce droit leur serait-il refusé ? Ce texte a donc l'avantage de ne pas recourir à une loi d'exception spéciale aux agriculteurs, puisqu'il reconnaît aux syndicats du commerce et de l'industrie la possibilité de se livrer à des opérations professionnelles analogues à celles que font les syndicats agricoles. On peut en effet espérer que cela pourra être pour le petit commerce un moyen très efficace de résister à la concurrence oppressive des grands magasins, et pour les ouvriers de l'industrie un procédé excellent pour réduire le coût de la vie, grâce à des approvisionnements faits en commun, particulièrement d'outils et de matières premières.

Ces dispositions d'ailleurs ne constituent pas, à proprement parler, une innovation par rapport à la loi de 1884, qui visait indistinctement les syndicats industriels, commerciaux et agri-

coles ; elles doivent être considérées plutôt, comme ayant pour objet de préciser l'interprétation que l'on doit donner aux mots « défense des intérêts économiques » de l'article 3.

Et c'est le mérite de cette proposition de n'avoir fait que cela. Point de considérations abstraites, point d'innovations inquiétantes, mais une observation judicieuse des faits. Vingt-cinq années d'expérience ont démontré l'utilité des achats et des ventes opérés par les syndicats pour le compte de leurs membres. La proposition ne fait que consacrer la pratique que la coutume avait établie (1).

Le rôle de la loi n'est-il pas plutôt comme le dit l'auteur lui-même, de consacrer les évolutions sociales, de sanctionner ce qui a été fait de bon et d'utile spontanément, que d'imaginer des combinaisons nouvelles que réprouvent la plupart de ceux au profit de qui on prétend les proposer ?

1. On remarquera qu'elle autorise contrairement au projet Ruau, les syndicats d'utilisation en commun des machines agricoles dont les services sont si appréciés par les petits cultivateurs.

C. — OBJECTIONS FORMULÉES PAR LA COMMISSION
DE L'AGRICULTURE
CONTRE LA PROPOSITION DE M. DE GAILHARD-BANCEL

La Commission de l'agriculture a donné de son opposition au contre-projet, des raisons si peu pertinentes qu'on serait tenté de mettre en doute la pure bonne foi de ses intentions.

« C'est vouloir, dit-elle, consacrer les abus commis, les étendre même, que de proposer qu'on accorde aux syndicats agricoles la capacité commerciale. » Or, il suffit de lire le premier paragraphe de la proposition pour s'apercevoir qu'il est interdit aux syndicats de réaliser des bénéfices, ce qui exclut toute vocation à faire des actes de commerce.

Le rapporteur voit un autre danger dans la proposition de loi, en ce sens, que, si elle était votée, les syndicats pourraient acheter pour leurs adhérents et leur revendre tout ce qu'on veut leur interdire actuellement, les articles d'alimentation, de vêture, etc.

Le texte de la proposition ne justifie en rien une pareille appréhension.

Les syndicats pourront, dit-il, acheter pour les revendre à leurs membres « toutes matières,

animaux, machines, instruments et généralement tous objets propres à l'exercice de leur profession ou métier ».

Si l'énumération n'est pas absolument limitative, elle indique assez, par les exemples qu'elle donne, la nature des approvisionnements qu'elle entend autoriser, et en cas de contestations, la jurisprudence, avec ce seul critérium, pourra aisément établir une classification entre les achats qui ont un caractère professionnel et ceux qui n'ont pas ce caractère.

Le rapporteur se plaint aussi et avec lui certains auteurs (1), de ne pas trouver dans le texte proposé, des garanties suffisantes pour les tiers appelés à contracter avec un syndicat. En réponse à cela, on peut dire qu'il n'y a peut-être pas aujourd'hui, de meilleur crédit que celui des syndicats agricoles.

« C'est par dizaine de millions, disait en 1900 M. Duport, au Congrès de Paris, que les syndicats agricoles ont acheté des marchandises, sans avoir de capital, longtemps sans la moindre réserve, et cependant je ne crois pas que l'on puisse citer un seul cas où un syndicat n'a pas fait honneur à ses engagements ».

L'aut-il faire appel aux paroles mêmes de

1. « Les syndicats agricoles », par M. Nast, p. 35 (Extrait du *Bulletin de la société de législation comparée*, 1909.

M. Ruau qui, dans l'exposé de son projet, déclare que les syndicats sont toujours en droit d'exiger des garanties particulières avant de livrer leurs marchandises, mais qu'en fait, ils ne les réclament pas toujours, parce que, dit-il, « depuis vingt ans il n'est pas arrivé à notre connaissance que des personnes dûment autorisées à traiter, au nom des agriculteurs syndiqués aient manqué à aucun des engagements pris » (1).

1. L'Union centrale des syndicats des agriculteurs de France a adopté, dans son assemblée générale du 5 mars 1909, le vœu suivant :

Considérant que la proposition de Gailhard-Bancel sur le fonctionnement des syndicats, s'applique sans distinction à tous les syndicats professionnels sans établir de privilèges au profit exclusif des syndicats agricoles et sans créer une nouvelle catégorie de syndicats.

Considérant qu'il donne ainsi, pleine satisfaction aux réclamations des syndicats agricoles et au vœu formulé par l'Assemblée générale de leurs délégués réunis, le 20 septembre dernier.

L'Union centrale, réunie en assemblée émet le vœu que la proposition de loi de M. Gailhard-Bancel soit adoptée par le Parlement (Cf. *Bulletin*, 1^{er} avril).

CHAPITRE XI

CONTRE-PROJET DUBIEF-MILLERAND

A. — ORIGINE

Ce projet a été élaboré par la Société d'études législatives sur un rapport très substantiel de M. Cahen, et à la suite d'une discussion très étendue de son assemblée générale. C'est ce texte même que M. Millerand a présenté sous forme de proposition et qui a été adopté, sans modifications, par la Commission du travail de la Chambre (1).

Il se rapproche dans ses grandes lignes de la proposition de M. de Gailhard-Bancel, mais, des

1. Avis présenté au nom de la Commission du travail sur le projet de loi relatif à la Constitution et au fonctionnement des syndicats agricoles par M. P. Dubief, n° 2456, *Journal officiel*, annexe au procès-verbal de la séance du 2 avril 1909.

divergences assez importantes les différencient cependant.

L'article 1^{er} en est ainsi conçu :

Tout syndicat professionnel, régi par la loi du 21 mars 1884, peut, s'il y est autorisé par ses statuts et à la condition de ne pas distribuer de bénéfices, *même sous forme de ristournes*, à ses adhérents :

1° Acheter, pour les revendre, louer ou prêter à ses seuls membres, tous les objets nécessaires à l'exercice de leur profession, notamment les matières premières, machines, instruments et outils, les engrais, semences et bestiaux ;

2° Recevoir en dépôt les produits du travail de ses membres ;

3° *Prêter son entremise* pour la vente de ces produits ; faciliter cette vente, par expositions, annonces, publications, groupements de commandes et d'expéditions, sans pouvoir l'opérer sous son nom et sous sa responsabilité ;

4° *Passer des marchés* avec des administrations publiques ;

5° Faire tous les actes nécessaires à la création et au fonctionnement d'œuvres annexes, strictement professionnelles, telles que champs d'expérience, laboratoires, cours d'instruction professionnelle, publications syndicales, périodiques ou non.

B. — ÉTUDE CRITIQUE

Une première observation s'impose : c'est l'interdiction formulée dans le premier paragraphe, de distribuer des bénéfices, même sous forme de ristournes. « Distribuer » et non pas « réaliser », ce qui laisserait croire que la poursuite de bénéfices est légitime, dans l'esprit des auteurs de la loi.

La discussion qui eut lieu à la Société d'études législatives, ne nous apporte sur ce point aucun éclaircissement.

M. Millerand en effet, y affirmait d'une part, qu'on n'avait pas voulu autoriser les syndicats à faire des bénéfices et par conséquent des actes de commerce ; d'autre part que l'excédent des majorations « ne pourrait jamais être réparti entre les membres, ni être affectés à des œuvres sociales ».

Cette double affirmation pourrait paraître contradictoire, si l'on admet avec M. Laurent-Atthalin que les « trop-perçus » n'ont pas le caractère d'un bénéfice commercial, à la seule condition qu'ils soient restitués à ceux au détriment de qui ils ont été perçus.

La distribution de ristournes en fin d'exer-

cice, il importe de bien préciser cela, n'est en effet que le remboursement d'une somme indûment prélevé et n'équivaut nullement à un partage de bénéfices. Il semble que cette distinction ait été insuffisamment aperçue au cours des débats, et ait amené une certaine confusion dans le choix des termes qui figurent dans le texte du projet.

Mais que fera-t-on de ces « trop-perçus » représentant l'excédent des prélèvements sur les dépenses, si l'on ne les affecte pas à une œuvre sociale et si on ne les ristourne pas ?

D'après M. Millerand, s'il y a un excédent, « il sera inscrit dans le budget de l'exercice suivant et diminuera d'autant la cotisation des membres » (1). M. Millerand ne précise pas davantage, et ne dit pas notamment si ce seront tous les membres ou les seuls membres acheteurs qui bénéficieront d'une réduction de cotisation. Il apparaît bien que dans ce dernier cas, ce serait la mise en pratique, par des moyens détournés, de ristournes possibles.

D'après M. Cahen, au contraire, ces prélèvements devront servir à alimenter une caisse de réserve. « Munis de telles ressources, écrit-il,

1. *Bulletin de la société d'études législatives*, 1909, n° 5, p. 295.

les syndicats donneront aux tiers des gages de solvabilité certaine et verront s'affirmer leur crédit » (1).

Le rapport de M. Dubief ne dit pas lequel des deux systèmes la Commission du travail a entendu adopter.

Quoi qu'il en soit, l'usage de ces ristournes est assez répandu dans la pratique syndicale, il serait regrettable d'interdire ce procédé avantageux et commode dont la pratique a toujours paru sans danger.

Tout au plus pourrait-on, au nom du principe de liberté, et dans un but de conciliation, laisser à l'assemblée générale annuelle du syndicat la faculté de disposer à son gré des trop-perçus ; soit qu'elle en fasse ristourne aux syndiqués acheteurs ; soit qu'elle les considère comme des suppléments de cotisations et les affecte à l'exercice suivant ; soit qu'ils contribuent à diminuer les cotisations de l'année suivante, soit enfin qu'ils soient affectés à un compte de réserves.

*
* *

Les dispositions libérales contenues dans le projet, relativement à l'achat pour revendre,

1. *Bulletin de la société d'études législatives*, 1909, n° 4, p. 363.

M. Millerand et la Commission du travail semble les refuser aux syndicats quand il s'agit de la vente des produits ; c'est du moins ce que laisserait supposer les expressions « recevoir en dépôt les produits du travail » et « prêter son entremise pour la vente ». En réalité, il n'en est rien.

« Le syndicat ne doit pas opérer de vente en son nom et sous sa responsabilité, dit l'article 1^{er}, paragraphe 3 ». Et M. Cahen ajoute dans son rapport « il doit restreindre son rôle à celui d'un *intermédiaire diligent* ». Ce qui veut dire que le syndicat ne pourra pas contracter en son nom propre dans la vente des produits, acheter ferme par exemple à ses adhérents pour vendre ensuite à son compte quand bon lui semblera, mais il peut toujours servir d'intermédiaire gratuit.

Quelle raison de plus aurait-on, d'ailleurs, d'empêcher un syndicat de servir de mandataire, de commissionnaire désintéressé pour la vente des produits récoltés par ses membres, que pour l'achat des produits utiles à leur exploitation ? Les garanties des tiers sont toujours sérieusement sauvegardées dans les deux cas. Il y a toujours, d'un côté l'agriculteur et de l'autre le commerçant ou l'industriel et entre les deux le syndicat qui peut intervenir à titre de caution, bien qu'il ne soit en principe qu'un intermédiaire.



La proposition de M. Millerand confère encore aux syndicats agricoles le droit de passer des marchés avec les administrations publiques (art. 1^{er}, 4^o). On se souvient que quelques syndicats, antérieurement à 1890, avaient soumissionné avec succès, aux fournitures du ministère de la Guerre, mais qu'un arrêt du Conseil d'Etat, en date du 11 février 1890 était venu prohiber ces traités.

La proposition tend à rétablir ce privilège et à permettre aux syndicats non seulement d'agir comme mandataires, mais de s'engager en son nom et sous sa responsabilité.

Ce paragraphe est évidemment en contradiction avec l'esprit du reste du projet.

On a essayé de le justifier en disant que dans un marché passé avec l'Etat, celui-ci était mieux placé qu'un simple particulier pour insérer dans les clauses du cahier des charges des garanties rigoureuses.

Cela admis, nous croyons que les syndicats auront encore intérêt à n'agir ici que comme mandataires. Il serait dangereux en effet qu'ils soumissionnent pour leur propre compte, sans s'être assurés au préalable d'une façon exacte,

si leurs adhérents peuvent leur procurer les fournitures qu'ils se sont engagés à livrer.

Le Conseil d'Etat dans son arrêt du 11 février 1890 invoquait comme motif de la condamnation qu'il prononçait l'impossibilité où s'était trouvé le syndicat poursuivi d'assurer l'exécution complète des engagements souscrits. C'est ce qui se produirait encore, si les dispositions de la proposition sur ce point, étaient votées.

Il suffit de supposer que, par suite de circonstances quelconques, grêles, gelées, pertes de récoltes, les syndiqués soient dans l'impossibilité de fournir au syndicat les denrées sur lesquelles il comptait pour les livraisons qu'il s'est engagé à effectuer ; qu'arrivera-t-il ?

Pour faire face à ses engagements, il faudra que le syndicat achète à d'autres, à des étrangers, et qu'il s'engage par suite dans les opérations de commerce aventureuses qu'on veut précisément lui défendre.

*
**

Il est un point sur lequel le projet de M. Millerand, comme du reste aussi la proposition de M. de Gailhard-Bancel, présente une lacune regrettable. Ni l'un, ni l'autre ne se préoccupent des syndicats qui ont pour objet la transforma-

tion, des produits agricoles, de sorte que le doute paraît subsister sur la légalité de leurs opérations.

Le syndicat qui vend des olives, a-t-il le droit de faire et de vendre de l'huile ? Les syndicats des Bouches-du-Rhône qui font macérer les câpres recueillies par les syndiqués producteurs, avant de les vendre, font-ils une opération légitime ?

On eut aimé de trouver dans les projets une réponse à cette question.

Néanmoins dans l'état même de la législation, ce droit de transformer en commun certains produits ne saurait être, selon nous, sérieusement contesté. Il a sa source dans un autre droit qui consiste pour les membres d'un syndicat à faire usage en commun des machines agricoles, que cet outillage soit une batteuse, un trieur à grains, ou un moulin à broyer. Or, on sait que dans la pratique, les syndicats qui font subir une préparation industrielle aux produits de leurs adhérents n'agissent pas autrement. Ils se bornent à mettre à la disposition des syndiqués, soit leurs dépôts, soit leurs machines et ce sont les propriétaires eux-mêmes, comme dans les Syndicats de Lascours et de Roquevaire, qui prennent soin de la préparation.



L'article 3 complète la loi de 1884, en donnant

aux unions des syndicats, les mêmes droits qu'aux syndicats eux-mêmes. C'est un progrès considérable. A maintes reprises, dans leurs congrès, les syndicats agricoles ont demandé que la capacité de leurs unions fût agrandie et ils ne peuvent que se féliciter de voir cette question à l'ordre du jour du Parlement.

Devenues plus puissantes, grâce à l'acquisition de la personnalité civile que la loi de 1884 leur avait refusée, et du droit d'avoir un patrimoine immobilier, les unions verront leur influence s'accroître et pourront plus efficacement aider les syndicats agricoles à accomplir leur œuvre économique et sociale.

CONCLUSION

La conclusion de cette étude est dans l'examen des projets de lois et la critique qui en a été faite. La meilleure loi est celle qui sanctionne les coutumes, lorsque celles-ci ne sont contraires ni à l'ordre public, ni aux bonnes mœurs. C'est ainsi que la loi du 2 Mars 1884 a régularisé la situation des syndicats professionnels qui s'étaient formés sans souci de la législation existante, sous l'empire de besoins réels.

Pendant vingt-cinq ans, les syndicats agricoles ont fait preuve d'une activité inouïe qui a dépassé certes les prévisions du législateur, mais qui ont rendu à l'agriculture et aux populations rurales des services incalculables.

Ils ont révélé aux habitants des campagnes les bienfaisantes applications de la coopération et de la mutualité, les droits et les devoirs de la solidarité professionnelle ; ils ont rapproché les diverses catégories du monde agricole, pour exer-

cer une action combinée au profit d'intérêts collectifs, pour mettre au service des faibles le conseil, le crédit, l'influence des forts, pour corriger les inégalités sociales au moyen de l'aide mutuelle.

Les abus commis par quelques-uns d'entre eux sont venus soudain créer une situation équivoque et arrêter ce bel essor, au moment où il légitimait les plus grandes espérances.

C'est le devoir du Parlement de ne pas briser ce mouvement. Sa tâche est simple et facile. Qu'il se borne tout simplement à une interprétation de la loi de 1884, dans un esprit libéral, en votant un article additionnel confirmant les pratiques en vigueur, à l'heure actuelle, dans la grande majorité des syndicats.

La proposition de M. Gailhard-Bancel et celle de M. Millerand en se corrigeant et en se complétant l'une l'autre peuvent répondre à ce but :

Mais ce qui importe avant tout, suivant les paroles mêmes de M. Millerand, « ce qui doit être la préoccupation essentielle, c'est de ne pas risquer de compromettre l'œuvre admirable accomplie depuis vingt ans par les syndicats agricoles. La vérité, c'est qu'il faut maintenir le fonctionnement des syndicats agricoles tel qu'il existe, il faut se borner à en modifier les statuts, sans troubler en rien les habitudes des

syndiqués, qu'on risquerait d'écarter pour jamais des syndicats et les adapter aux nécessités de la loi de 1884 d'une part et au perfectionnement actuel des syndicats d'autre part ».

VU :

Le Président de la thèse,

Le 4 février 1910.

HITIER.

VU :

Le Doyen,

CH. LYON-CAEN.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,

L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
BIBLIOGRAPHIE	I
AVANT-PROPOS	4
INTRODUCTION. — Sous quelle influence ont pris nais- sance les syndicats agricoles	5
Capacité accordée aux syndicats par la loi de 1884.	10

PREMIERE PARTIE

Rôle économique et social des syndicats agricoles

CHAPITRE PREMIER. — Premiers services rendus par les syndicats agricoles	19
1 ^o Achats d'engrais	19
2 ^o Autres achats	24
3 ^o Les syndicats-bazars	26
4 ^o Organisation des achats	30
CHAPITRE II. — Vente collective des produits agricoles.	34
1 ^o Quelques applications.	34
2 ^o Modes de vente.	39
CHAPITRE III. — Rôle social des syndicats agricoles .	46
1 ^o Crédit agricole.	48

	Pages
2 ^o Institutions de prévoyance	52
A. — Caisses de secours mutuels.	52
B. — Assurances contre les accidents	54
C. — Assurances contre l'incendie et la grêle.	55
D. — Assurances contre la mortalité du bétail.	58
3 ^o Enseignement agricole	61

DEUXIÈME PARTIE

Les syndicats agricoles et la jurisprudence

CHAPITRE IV. — Oppositions primitives des commerçants	69
1 ^o Plaintes déposées contre les syndicats agricoles.	69
2 ^o Interprétation ministérielle de la loi de 1884. .	72
CHAPITRE V	77
1 ^o Jurisprudence des tribunaux judiciaires	77
A. — Légalité des achats collectifs	77
B. — Légalité des ventes collectives.	81
2 ^o Jurisprudence des tribunaux administratifs. .	83
3 ^o Conclusions à tirer de la jurisprudence	85
CHAPITRE VI. — Interprétation donnée à la loi du 21 mars 1884 par les lois postérieures	88
1 ^o Loi du 5 novembre 1894	88
2 ^o Loi du 19 avril 1905	91
3 ^o Travaux préparatoires de la loi du 4 juillet 1900	93
4 ^o Loi du 26 décembre 1906.	94
CHAPITRE VII. — Arrêt de la Cour de cassation du 29 mai 1908	98
1 ^o Exposé des faits.	99
2 ^o Critique.	105

	Pages
A. — Absence de commande préalable. . .	105
B. — Ouverture d'un magasin de vente au détail . . .	110
C. — Caractère lucratif des opérations. . .	114

TROISIÈME PARTIE

Projets de loi relatifs à la capacité commerciale des syndicats

CHAPITRE VIII	119
I — Projet Waldeck-Rousseau-Millerand	121
A. — Economie du projet.	121
B. — Comment il fut accueilli.	123
C. — Examen critique.	126
CHAPITRE IX. — Projet de M. Ruau	130
1 ^o Caractères du projet	131
2 ^o Ses défauts	134
3 ^o Avantages apparents	138
4 ^o Défaut d'une loi spéciale	140
5 ^o Accueil fait au projet dans les milieux agricoles.	142
6 ^o Opinions favorables au projet	147
CHAPITRE X. — Proposition de M. de Gailhard-Bancel.	151
1 ^o Article unique	151
2 ^o Avantages de la proposition	152
3 ^o Objections formulées contre elle par la Commis- sion de l'Agriculture	155
CHAPITRE XI. — Contre-projet Dubief-Millerand.	158
1 ^o Origine	158
2 ^o Etude critique	160
CONCLUSION	168

